Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi
21 janvier 1994



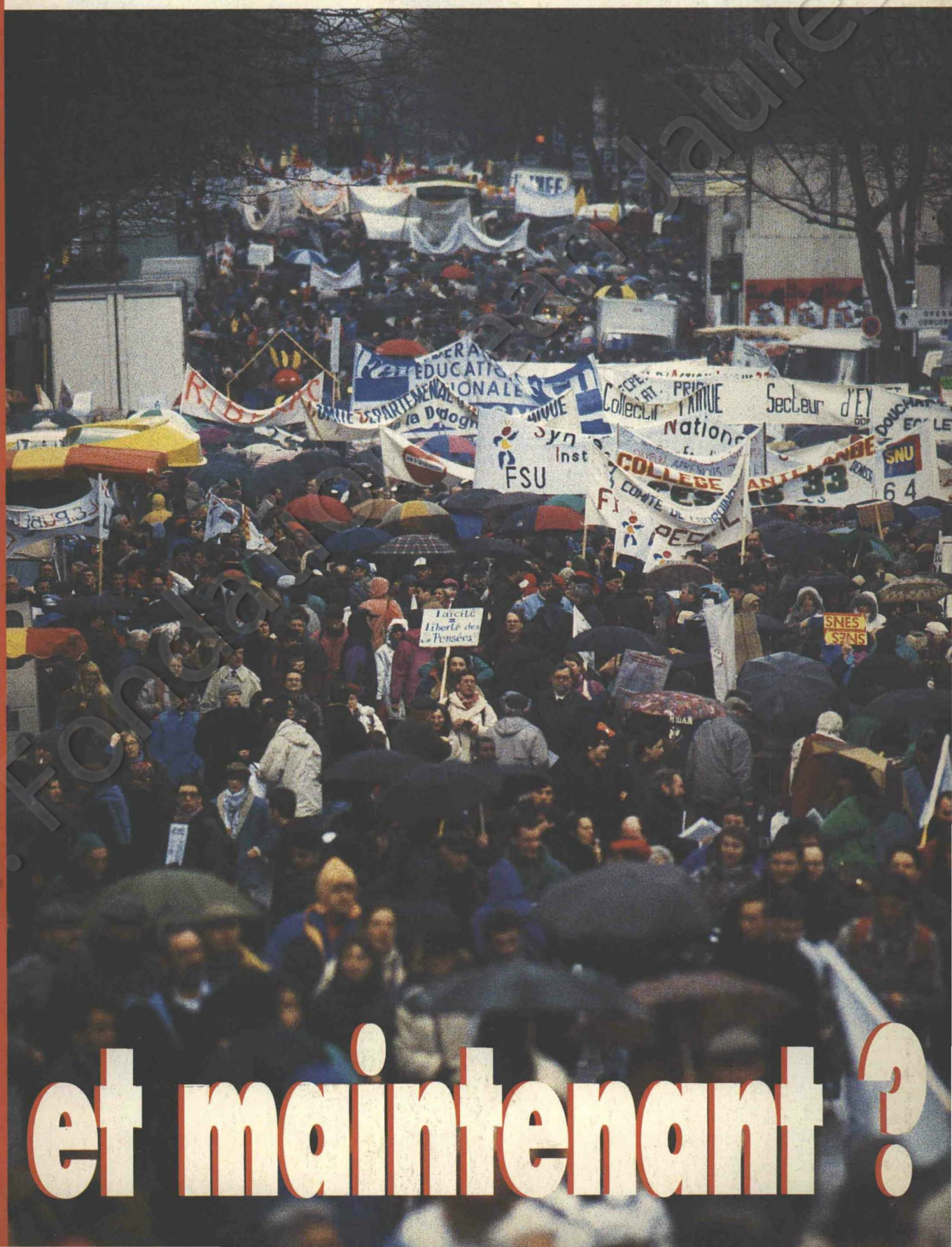
Toxicos : punir ou guérir ?

France, Allemagne : une histoire qui finit bien



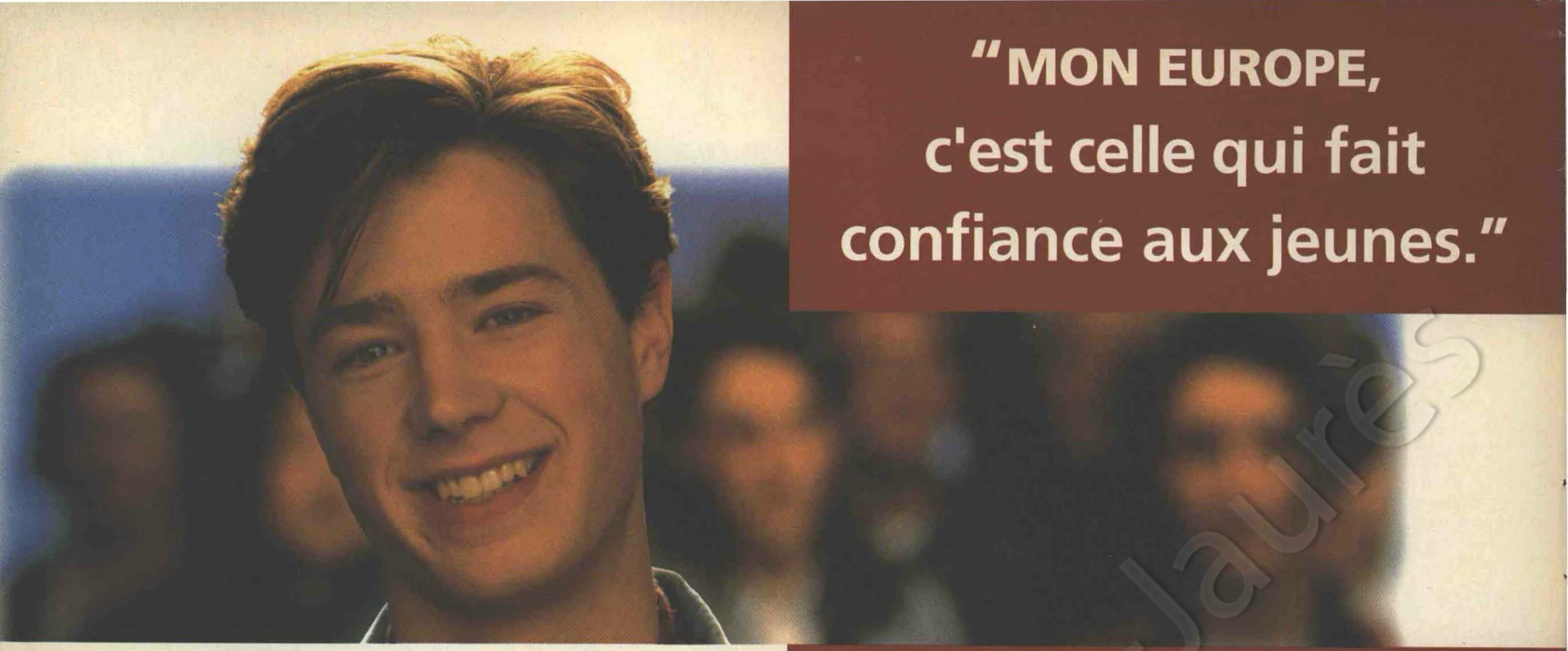
Clinton : mention bien

n° 214
Prix 10 Frs



et maintenant ?

Fondation Jean Jaurès



"MON EUROPE,
c'est celle qui fait
confiance aux jeunes."



"MON EUROPE,
c'est celle qui refuse
la fatalité du chômage."



"MON EUROPE, c'est celle
qui lutte intelligemment
contre la délinquance."

SOCIALISTES *européens*

NOTRE EUROPE, *c'est celle des gens.*

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Réveil

Un million de personnes dans la rue, pour protester contre une loi que le Conseil constitutionnel avait déjà privée de son venin. Faut-il que l'attachement des Français à notre école publique soit fort ! D'autant plus que, comme il a coutume de le faire, le Gouvernement tente à nouveau de transformer un recul en une initiative nouvelle. Le voilà donc qui engage une concertation tardive. On peut déjà en prévoir le résultat : ce sera une nouvelle loi quinquennale, la énième, aussi vide de substance que les autres.

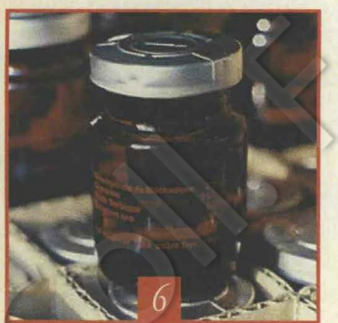
Comment croire, en effet, à la sincérité d'une démarche dont Edouard Balladur n'a découvert la nécessité qu'après tant de déconvenues ? S'il lui fallait près d'un an, une suite de mesures contestées et rapportées, une loi sur l'université déclarée en totalité non conforme à la Constitution, une loi sur le privé subissant pour l'essentiel le même sort, puis une manifestation gigantesque, pour qu'enfin il s'intéresse à l'avenir de l'école publique, qui peut ajouter foi à ses propos récents ? Pas moi. Pas vous.

Mais s'il se sent contraint de faire au moins un effort budgétaire, tant mieux. Qu'il se rappelle alors que le nôtre s'est élevé à 74 milliards pendant cinq ans et que nous savons bien qu'il en faut autant de plus dans les années qui viennent.

M. Rocard

Cette semaine

4
BRUITS ET CHUCHOTEMENTS



6
DOSSIER
Toxicos : punir ou guérir ?

10
POLITIQUE INTERIEURE
La manif... et maintenant ?
Les socialistes sur le terrain
L'après Marchais commence

14
SOCIAL-ECONOMIE
Pour une pleine activité

17
VENDREDI IDÉES
France Allemagne : une histoire qui finit bien

21
VILLES ET REGIONS
Hôtel social pour familles

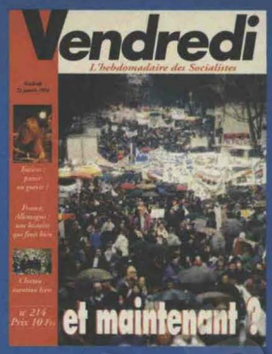
22
POLITIQUE INTERNATIONALE
Clinton : mention bien
La grèce au cœur des Balkans



28
MAGAZINE

30
COURRIER

31
INVITE
Za Wou-ki



Ecole, drogue, emploi, Europe, sur ces thèmes essentiels que l'actualité ne cesse de mettre en avant, Vendredi relance le débat, propose quelques réponses. La manif de l'école pour tous a été un grand succès, et maintenant ? La scène politique va bouger à droite comme à gauche. Toxicos, faut-il d'abord punir ou guérir ? Face à cette interrogation qui nous obsède tous, quelques avis de spécialistes ou d'anciens drogués. Sur les réponses à apporter au chômage, les premières propositions des socialistes pour créer 2,5 millions d'emplois. Quant à l'Europe, elle s'est appuyée pour se construire sur le couple franco-allemand. L'histoire de cette entente. ■

Vous êtes témoin d'initiatives, de réussites ou d'expériences intéressantes dans votre région, votre ville, votre association, votre entreprise. Faites le-nous savoir, écrivez-nous, racontez-nous, racontez-vous.

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174
Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTION
Directeur de la Publication : Jean-Luc Mélenchon
Co-directeur de la Publication : Didier Leconte
Directeur : Sylvie Bezançon (78.82)
Vendredi-Idées : Alain Bergounioux

RÉDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal (77.04)
Politique : Jean-Pierre Bedei (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
International : Ghislaine Toutain (78.72)
Villes et Régions : Chrystie Lipani (78.55)
Magazine : Françoise Roby (78.55)
Vendredi-Idées : Bernard Chaouat (79.01)

SECRÉTAIRES DE RÉDACTION
Monique Bartholomeus (77.92)
Vanda Gervasio (78.58)

PHOTO : Pascal Lebrun (78.46)

ABONNEMENTS - PETITES ANNONCES
Marie-Lou Le Bras (78.57)
Sabine Sebah (78.79)

Secrétariat :
Odile Fée (78.61) et Binh Vu Trong (78.46)

PUBLICITÉ
Pyramid Conseil : 42 21 40 90
Nathalie Tournier 45 56 78 53
Franck Accart 45 56 79 03
Fax : 45 56 79 40

FABRICATION
Direction artistique : Pascal Lourdjane (Timoléon) - Paris
Maquette :
Flavienne Allar (78.92)
Sandrine Girard (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)

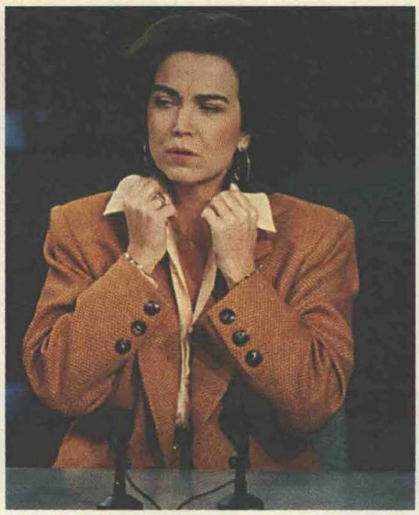
PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris
IMPRESSION : PPR - Saint-Ouen l'Aumône
ROUTAGE : Inter-routage - Aubervilliers
N° commission paritaire : 10.889
"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2.000

CRÉDIT PHOTO :
Pascal Lebrun(couv. et pp. 8, 10, 11, 12) ; AFP (p. 4) ; Sipa Image (p. 6) ; Sipa Presse (pp.9 et 22) ; Imapress (p. 18) ; Gamma (p. 24) ;

Ce numéro a été tiré à 154.000 exemplaires

Fondation Jean-Jaurès

Barzach règle ses comptes



Un livre devrait faire grincer les dents des chiraquiens : celui que va publier prochainement Michèle Barzach, "Vérités et tabous", au Seuil.
L'ancien ministre de la Santé de Jacques Chirac explique notamment comment elle s'est fait éjecter de ses postes de responsabilité politique au sein du RPR.

Péricard l'expéditif

Convoquée le 12 janvier à 15 heures, la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale a terminé sa réunion à...15 heures 03. Le temps pour son président, Michel Péricard (RPR), de s'auto-désigner rapporteur de la proposition de résolution du groupe socialiste pour créer une commission d'enquête sur les conditions d'élaboration du rapport Vedel. Du coup, les députés socialistes ont été privés de leur droit d'expression. Néanmoins, la droite se déclare toujours favorable à une revalorisation des droits du Parlement...

Courrier sacré

Etonnement, pour ne pas dire stupéfaction, des députés représentants de la République, en recevant sous enveloppe de l'Assemblée nationale une carte de vœux ornée de la gravure de Sainte-Clothilde, leur "paroisse". Au centre, ce message : "Puisse 1994 être pour vous et votre mission une année de grâces et de bénédictions", signé "Secrétariat pastoral d'Etudes politiques du Cardinal-Archevêque de Paris, direction : Père Alain Maillard de la Morandais". Cet expéditeur est celui que le Cardinal Lustiger a envoyé auprès des élus du peuple, en mission d'évangélisation et...de lobbying.

Des glaçons dans le ... champagne

Décidément, les relations s'enveniment au sein du RPR entre chiraquiens et balladuriens. L'approche de l'élection européenne, qui se déroulera le 12 juin prochain, ne fait qu'en rajouter. La liste unique de la majorité dont le principe avait été arrêté par Balladur, a du plomb dans l'aile. Le candidat de l'UDF est Jean-François Deniau, celui du RPR ne peut être que Jacques Chirac, soi-même. Comment Balladur choisira-t-il s'il veut maintenir une majorité unie ? Sur ces démêlés au sein de la droite, l'ouvrage savoureux de Christine Clerc ("Jacques, Edouard, Charles, Philippe et les autres", Albin Michel) donne des éclairages étonnants. Réflexion, un tantinet méprisante, de Philippe Séguin sur ce cher Edouard Balladur qu'il déteste : "Faire équipe avec un homme qui met de la glace dans son champagne ? Jamais."...

Claude Estier

17 Janvier

Ne sont-ils pas merveilleux ces ministres, François Bayrou, Nicolas Sarkozy, devenus soudain des champions de la concertation ? Le premier, qui la semaine dernière encore ne voyait aucune raison pour que le Conseil constitutionnel annule la révision de la loi Falloux, a pourtant bien été le bras armé -bien sûr avec l'aval d'Edouard Balladur lui-même- du coup de force du 14 décembre au Sénat. Quant au second, qui pérorait -avant- sur le thème de la politisation de la manifestation par les socialistes, il explique doctement -après- que ces mêmes socialistes ne sont pour rien dans son énorme succès.
François Bayrou et Nicolas Sarkozy ont sans doute l'esprit vif. Mais, en l'occurrence, ils ont tout faux et le premier ministre avec eux. Je n'arrive d'ailleurs toujours pas à comprendre comment ce dernier, dont la prudence a jusqu'ici fait la force, a pu se lancer dans cette aventure qui, quoi qu'en disent les sondages, se traduit pour lui par un échec cinglant. Raymond Barre a raison : il serait trop simple de faire de Bayrou le bouc-émissaire, encore qu'il y aurait quelque dignité de sa part à démissionner. C'est bien Balladur qui a fait inscrire subrepticement le débat au Sénat et qui a d'ailleurs revendiqué de l'avoir fait. C'est lui qui a ensuite accumulé les maladresses pour tenter de désamorcer la réaction massive des défenseurs de l'école publique. Et cette fois, il n'a pas été servi par les médias qui, après avoir suggéré que la décision du Conseil constitutionnel rendait inutile la manifestation, ont dû, devant son ampleur, en rendre largement compte avec des images impressionnantes.
Est-ce à dire que la gauche a retrouvé, ce 16 janvier, toute la crédibilité qui lui manquait depuis mars dernier ? La réponse viendra dans les prochaines semaines. Pour l'instant, retenons au moins le titre du "Figaro", à savoir qu'elle a "réussi une forte mobilisation". Ce n'était pas évident il y a un mois et ce n'est certainement pas ce que souhaitait Edouard Balladur...



Chirac prêt

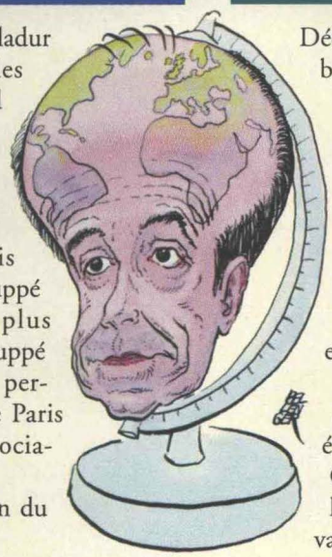
Les déclarations de Veil et de Léotard en faveur d'une candidature présidentielle de Balladur n'ont fait qu'aviver l'impatience bien connue de Chirac. Dans l'entourage du maire de Paris on déclare que la machine présidentielle est prête à se mettre en marche.
La date n'est pas encore choisie ; on attend une grande occasion médiatique, sans doute après les européennes.

Récent gradé

A l'issue des cérémonies de vœux, le Président a retenu Jacques Chirac quelques instants dans un petit salon autour d'une boisson. Ce qui a déclenché l'ire de ses petits camarades de combat à droite. Ragaillardi par ce goûter intime et en guise de remerciements, l'intéressé laisse tomber : "Je monte en grade".

Juppé-Balladur : la brouille

Rien ne va plus entre Balladur et Juppé. Le ministre des Affaires étrangères attend toujours des remerciements du Premier ministre pour le rôle qu'il a joué dans les accords du GATT. Mais Edouard Balladur juge Juppé trop chiraquien. Le plus proche collaborateur de Juppé n'était-il pas en contact permanent avec le maire de Paris pour l'informer des négociations sur le GATT ?
La confiance règne au sein du RPR...



Juppé-Giscard : le torchon brûle

Décidément, Juppé a du mal a cohabiter avec les ténors de la droite. Le 16 décembre, il avait eu un échange acide avec Giscard sur le GATT et la Bosnie. Le 11 janvier, VGE a remis ça. A sa demande, les députés ont ajourné unanimement un texte modifiant la composition du Parlement européen. Lamassoure, envoyé par Juppé, a fait grise mine. Juppé a dû comparaître devant la commission des affaires étrangères et son président, Giscard. Commentaire du socialiste Jean-Yves Le Déaut : "Juppé va à Canossa."

Bredouille et humilié

Revenu bredouille d'Arabie Saoudite où il s'était envolé avec une escouade de journalistes, Balladur est resté très discret sur cette escapade. Mais il n'a même pas su tirer l'expérience de ce ratage. La reprise des relations commerciales avec la République populaire de Chine, faite au mépris de la démocratie, ne garantit en rien la signature de contrats et apparaît bien comme une "humiliation pour la France". Une preuve : la presse chinoise a donné à l'annonce de ces "retrouvailles" l'espace réservé à un communiqué signé avec le Lesotho.

L'affaire Bez et la droite

Inquiétudes au sein de la droite girondine. Du 24 au 26 janvier se déroulera le procès de Claude Bez, l'ancien président du club de foot bordelais. Au centre de l'affaire : les conditions financières dans lesquelles avait été réalisé, au moyen de fonds publics de la ville, de la Communauté urbaine, du département et du conseil régional, le réaménagement du centre d'entraînement du club. Certains élus ou fonctionnaires proches de Chaban et de Vallade pourraient être mis sur la sellette.

Commission bidon

Les socialistes ne participeront pas à la commission Schléret chargée, par Balladur, d'évaluer les besoins des établissements privés et publics. Pour eux, il s'agit d'une commission bidon qui n'est pas indépendante et qui n'a servi qu'à rejeter leur proposition sur les conditions de travail de la commission Vedel.

Les verts charitables

Des Verts avaient proposé à l'abbé Pierre d'être leur tête de liste aux européennes, lui suggérant qu'il pourrait se retirer par la suite si ce mandat ne l'intéressait pas. Percevant la manipulation, l'abbé Pierre a envoyé promener ces charitables interlocuteurs. La tête de liste des Verts aux européennes sera désignée dimanche prochain. Parmi les favoris, Yves Cochet, Andrée Buchmann et Marie-Anne Isler-Béguin, parlementaire européenne.

La droite cède

Dans le cadre d'une modification du règlement de l'Assemblée nationale, la droite voulait restreindre les droits de l'opposition en limitant les droits d'amendement et l'accès au temps de parole. Les socialistes Martin Malvy et Bernard Derosier s'y sont opposés fermement. La majorité a dû céder. Comme quoi l'opposition n'est pas toujours une question quantitative.

A vos agendas

Janvier

■ **Dimanche 23**
Cantonale partielle, 1er tour, Maisons-Laffitte.

■ **Mardi 25**
- *Séminaire "Emploi : la compétitivité". Fondation Jean-Jaurès, 73 av. Paul Doumer, ☎ 40 72 21 21. Invités : Edmond Malinvaud, Benjamin Coriat, Antoine Lyon-Caen, Dominique Strauss-Kahn.*
- *Entretiens de Solferino "La Russie face à la montée des nationalismes". Invité : Alexandre Adler. 20 h 30. 10 rue de Solferino. ☎ 45 56 78 86.*

■ **Mardi 25 au samedi 29**
Congrès du Parti communiste. L'Ile-des-Vannes, Saint-Ouen.

■ **Mercredi 26**
Soutien de Michel Rocard à Daniel Vaillant : meeting à 20 h, gymnase Jean-Jaurès (19e).

■ **Samedi 29**
Conseil national du PS. 10 h, Maison de la Chimie.

■ **Dimanche 30**
- *Elections législatives partielles (1er tour).*
  - *19e circonscription de Paris*
  - *1ère circonscription des Alpes-de-Haute-Provence*
  - *1ère circonscription du Loir-et-Cher*
- *Election cantonale partielle, 1er tour, Limours.*

Février

■ **Mercredi 2**
FNESR. Conférence nationale à Alfortville. Intervention de Michel Rocard à 16 h 30.

■ **Jeudi 3**
Michel Rocard soutient François Massot à Digne.

■ **Samedi 5**
- *Michel Rocard à Lille. Convention fédérale emploi.*
- *Manifestation nationale à Paris "pour l'abrogation des lois Pasqua/Balladur, la défense du droit d'asile, l'égalité des droits et le vote des immigrés". 14 h. De la place de la Bastille à Denfert Rochereau.*
- *Réunion des secrétaires et délégués fédéraux à la culture, 10 h à18h, 10 rue de Solferino, Paris.*

■ **Samedi 5 et dimanche 6**
Première réunion des Assises de la transformation sociale "Pourquoi transformer la société". Maison de la chimie. Paris.

Fondation Jean-Jaurès

DOSSIER

Toxicos

En France, on évalue de 150.000 à 300.000 les toxicomanes par voie intraveineuse. Beaucoup vivent dans l'exclusion, la galère quotidienne, traqués par la police, sans contact avec les systèmes de soins alors qu'outre les souffrances engendrées par la drogue, ils sont les premiers touchés par l'hépatite B, le sida… La marginalisation, la stigmatisation sont-elles des réponses dignes d'une société démocratique ? Or la France, contrairement à tous ses voisins européens, semble préférer la répression au traitement et à la limitation des risques. Jusqu'à quand ?



Fondation Jean-Jaurès

: punir ou guérir ?

Si "les toxicomanes sont des malades", comme ne cesse de le répéter entre autres Simone Veil, a-t-on moralement le droit de poursuivre une politique de répression qui n'aboutit qu'à remplir les prisons, sans freiner réellement le trafic et la consommation ?

A trente-huit ans, Didier a derrière lui vingt ans de drogue et quatorze ans de prison, "toujours pour des délits liés à la drogue". Dix fois, il a été incarcéré, dix fois, il a décroché, dix fois, il a replongé. "Le sevrage obligatoire derrière les murs d'une cellule, c'est complètement inefficace, un cataplasme sur une jambe de bois. Malgré tout ce que j'avais souffert à cause de l'héro, chaque fois que je sortais, je replongeais. La main tendue après l'incarcération, ça n'existe pas. On se retrouve sur le trottoir sans rien. Et on se réfugie dans ce qu'on connaît..." Un témoignage en forme d'état des lieux : en France, le drogué est, pour la société, d'abord un délinquant.

Triste performance : seule en Europe, avec le Luxembourg, la France punit d'emprisonnement la consommation de drogue. 150.000 à 300.000 personnes consomment chaque année des drogues par voie intraveineuse. Or c'est parmi celles-là que la progression du sida est la plus forte : en 1993, 28,2% des malades sont des toxicomanes contre 7,6% en 1985. 44% des bébés malades du sida naissent de femmes toxicomanes. Encore n'est-ce que la partie émergée de l'iceberg. Car, dans la majorité des cas, les drogués, y compris les héroïnomanes, parviennent à se détacher de la drogue. Au total, la population qui s'est, même occasionnellement, injecté de la drogue, et qui a pu être contaminée, est beaucoup plus importante.

Dépénaliser ?

Parallèlement, 50 à 60% des délinquants emprisonnés le sont pour des infractions liées directement ou indirectement à la drogue. Le trafic gangrène les banlieues, pousse à la délinquance les plus jeunes. Face à une évolution dramatique, la question se pose : faut-il dépénaliser la drogue, certaines drogues ? Cette question, fondamentale, inévitable, heurte un tabou majeur et spécifiquement français que ne connaissent pas nos partenaires européens. En 1991, 2.309 peines de prison ont été prononcées pour usage de stupéfiant. "La loi de 1970 accentue l'exclusion. La police arrête de plus en plus les usagers. La consommation de drogue, quelle qu'elle soit, ne doit plus être passible de condamnation par un tribunal correctionnel, ni d'incarcération", s'insurge Alain Morel, président de l'Association nationale des intervenants en toxicomanie (ANIT), qui réclame un débat national sur cette question. "L'usage de drogue doit être dépénalisé, pour le cannabis comme pour l'héroïne, pour des raisons différentes, renchérit Alain Ehrenberg, sociologue au CNRS (1). La loi actuelle favorise la diffusion du virus du sida puisque transporter une seringue constitue une présomption d'usage."

Réduire les risques

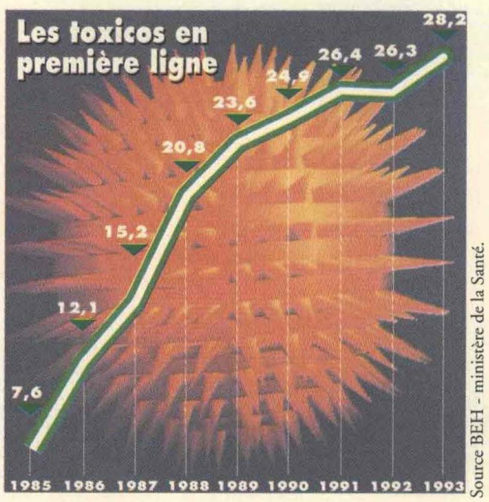
Accès facilité aux seringues, traitements de substitution, arrêt du harcèlement policier, les partisans des politiques de "réduction des risques" commencent enfin à être entendus. De Claude Olievenstein à Willy Rozenbaum, la majorité des spécialistes y est aujourd'hui favorable. Comme l'Ordre des médecins, le Conseil national du sida, la Ligue des droits de l'homme... De nombreux responsables politiques, Claude Evin, Jean Glavany, Marie-Noëlle Lienemann, Franck Sérusclat ou Bernard Kouchner... ont signé l'appel de "Limiter la casse", association qui regroupe tous ceux qui militent pour que priorité soit donnée à la prévention sur la répression.

"On a détruit des vies avec la répression, se révolte la sociologue Anne Coppel (2). La distribution médicalisée ne résoud pas tous les problèmes posés mais elle contribue largement à réduire les risques".

Nos voisins hollandais, suisses, anglais, allemands ont tous mis en place des politiques dont l'efficacité ne fait aucun doute : moins de 10% des toxicomanes sont séropositifs en Grande-Bretagne, qui a multiplié les programmes d'échanges de seringues dès le milieu des années 80, contre 40% en France. En Suisse et en Allemagne, les places de traitements de substitution atteignent respectivement les chiffres de 4.500 (3) et 9.500 contre 269 prévues chez nous, en 1994.

"Traitons les toxicomanes en êtres humains", plaide Anne Coppel. Aujourd'hui, on assiste à une potentialisation de la violence, par la drogue et de l'exclusion. "L'héroïne, les opiacés, ne rendent pas agressif. On sait comment agir avec ces toxicomanes-là. Le pire est peut-être à venir. Si le crack -qui rend paranoïaque, violent- arrive dans les banlieues, ce sera la catastrophe.

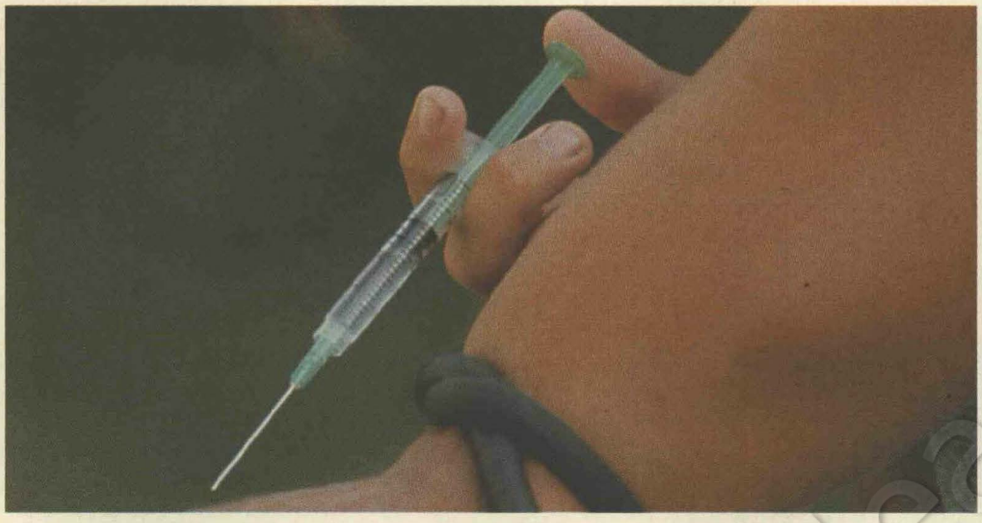
Patricia Jaffray

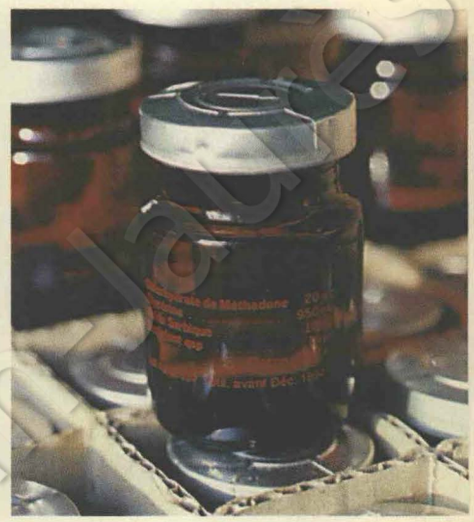


En 1993, 28,2% des malades du SIDA sont des toxicomanes ou l'ont été.

(1) Auteur de "Drogues, politique et société", avec Alain Mignon, Le Monde Editions et "Individus sous influence", Esprit, 1991.
(2) Auteur de "La drogue dans le monde hier et aujourd'hui", avec Christian Bachmann, Seuil 1991.
(3) Dont 1.000 à Genève sur une population de toxicomanes estimée à 2.000.

Méthadone : efficace mais





Pour 75% des anciens toxicos traités à la méthadone, l'héroïne n'est plus qu'un souvenir.

L'hôpital Sainte-Anne, à Paris, a été le premier en 1973 à ouvrir un programme substitutif de méthadone. Vingt ans plus tard, le bilan est largement positif.

L'un est fonctionnaire municipal, un autre travaille à la télévision, une troisième est femme de ménage... tous les matins, vingt patients, ex-toxicomanes, franchissent la porte de l'hôpital Sainte-Anne, entrent dans le bureau de l'infirmier, avalent le contenu d'une petite fiole brune, la méthadone. Un produit qui suscite des débats passionnés depuis des années. "Donner de la méthadone, c'est encourager à la toxicomanie", avancent même certains, allant jusqu'à traiter les médecins de "dealers en blouse blanche". "C'est une vision moralisatrice qui cache une méconnaissance totale du problème, répond le Dr Xavier Laqueille, un des praticiens responsables du programme méthadone à Sainte-Anne (1). Certes, nos patients ne peuvent pas se passer de prendre tous les jours de la méthadone. Mais se scandalise-t-on que les diabétiques soient dépendants de leur dose d'insuline ? La toxicomanie n'est pas une revendication politique ou poétique, c'est une pathologie grave."

Rarement dans l'histoire de la biologie une molécule a été autant expérimentée. Opiacé de synthèse, la méthadone présente des avantages considérables. "Elle ne modifie en rien l'état de conscience, ne diminue pas les réflexes, n'induit ni euphorie ni somnolence", souligne le Dr Laqueille. Car la méthadone a une propriété pharmacologique par-

"Comme si je n'avais jamais pris de came"

Jean-René a 35 ans, des cheveux châtains, une allure juvénile et seize ans d'héroïne derrière lui. "A l'époque, c'était une démarche de révolte. Ça allait avec la musique, le rejet radical de la société. On avait envie de se défoncer, de s'éclater, on ne voyait pas plus loin." Après, c'est devenu plus dur. "Pendant quatre ans, Jean-René a plongé "à fond, sans aucune retenue, une démarche complètement suicidaire". Puis, il décroche, part à la montagne, bosse comme animateur, moniteur de ski, cuisinier, se requinque, prend quinze kilos en un mois, rencontre une femme, l'aime, revit. Et... replonge dès son retour à Paris. Pendant des années, il part, décroche, revient, raccroche... "J'avais une double vie, je mentais à ma copine, à mes amis." Puis sa copine plonge. Là, tout bascule : "Tout le fric qu'on gagnait passait là-dedans. Je prenais des risques, je n'en pouvais plus." S'arrêter ? "J'en avais envie mais pas en fuyant dans une campagne isolée. C'est là que j'ai entendu parler de la méthadone. "On disait : "la méthadone, c'est à vie, on n'en sort pas." Mais j'étais à bout. Quand je me défonçais, ça n'allait pas. Quand j'arrêtais, c'était pire. Alors je suis allé à Sainte-Anne. Pour la première fois, j'ai eu confiance en un médecin." La preuve qu'on peut établir une relation de confiance avec un toxicomane à qui l'on donne un produit. "A Sainte-Anne, on ne m'a pas assené le sermon moralisateur habituel. Huit mois après, je commençais la

Fondation Jean Jaurès

trop rare

ticulière : contrairement à l'héroïne, qui arrive d'un coup dans l'organisme, produisant le fameux "flash", la méthadone s'y déverse de façon régulière. Elle supprime les symptômes de manque et coupe l'envie d'héroïne. Sous méthadone, les gens sont parfaitement normaux. Une expérience menée en Suisse a même démontré dans des tests destinés aux pilotes d'avion, qu'ils obtenaient des résultats supérieurs à la moyenne !

La méthadone n'est pas pour autant une substance miracle. Elle ne s'adresse qu'à des gens qui sont dépendants depuis longtemps -cinq ans minimum- ont une volonté forte de décrocher, ont déjà échoué dans leurs tentatives pour s'en sortir. Ils doivent aussi être suffisamment insérés et stabilisés socialement pour se plier à un traitement au long cours, lourd et contraignant. "La méthadone est efficace dans des structures spécialisées. Sinon elle perd son caractère thérapeutique, explique le Dr Laqueille. Entre le patient et nous, il y a un contrat". Les "méthadoniens" doivent venir tous les jours avaler leur produit sur place, se plier régulièrement à des examens urinaires pour vérifier qu'ils n'ont pas consommé de drogue. Ils entrent aussi dans un suivi social et psychothérapique. A Sainte-Anne, l'équipe parle, aide, encadre. Là est la clef du succès. "Il faut développer largement les programmes méthadone", plaide Xavier Laqueille. Cent-vingt personnes attendent des places dans le service saturé de l'hôpital parisien ...

méthadone." Depuis deux ans, tous les matins à Sainte-Anne, il avale une petite fiole de produit marron clair et... vit normalement. "C'est magique. Ce produit me calme, ne me défonce pas. C'est comme si je n'avais jamais pris de came de ma vie. Tout de suite, tout s'est mis à aller mieux."

Peut-être lui faudra-t-il cinq ans, dix ans pour décrocher ? Ou plus ? Mais aujourd'hui, Jean-René a une compagne, un appartement, un travail, une vie normale et s'émerveille : "Je vis en règle avec la loi, avec les autres, avec moi-même."



Le sous-développement rend l'arrêt de la production illusoire.

La drogue pour affronter la société

Qu'est-ce qu'un toxicomane ?

Alain Ehrenberg :* L'image du toxicomane ne correspond pas à la réalité moyenne des héroïnomanes. Lorsque l'on parle de 150.000 héroïnomanes en France, cela suppose qu'un héroïnomane en vaut un autre. Or celui qui sniffe le samedi soir et celui qui s'injecte 2g par jour n'appartiennent pas au même univers. Beaucoup de ceux qui ont eu une pratique occasionnelle de l'héroïne dans les années 70 ont arrêté. Ce qui ne signifie évidemment pas que cette drogue n'est pas dangereuse.

Les modes de vie sous héroïne sont également variés. L'héroïnomane n'est pas seulement celui qu'on voit en crise de manque sur le trottoir ou qui passe sa vie à courir après les dealers. Il peut travailler régulièrement, avoir une vie familiale, être inséré socialement. Les plus visibles sont les plus exclus, paumés, hospitalisés, emprisonnés. Mais la réalité c'est la pluralité des usages et des usagers de drogues, y compris les plus dures.

Peut-on sortir de la toxicomanie ?

Il est très difficile de sortir de l'héroïne. Certains mettent dix ans à décrocher, d'autres s'en sortent tout seuls. 35% des GI's au Vietnam avaient touché à l'héroïne, 54% étaient dépendants. En trois ans, 91% y avaient renoncé. Sortir de la peur, du danger, leur avait suffi.

L'objectif de la politique actuelle est l'éradication des drogues. Or le sous-développement et l'absence de démocratie dans une grande partie du monde rendent illusoire, en amont, la perspective d'un arrêt de la production. Nous sommes dans un contexte où l'offre de drogue restera longtemps abondante. Nous sommes donc condamnés à vivre avec l'usage des drogues quelle que soit l'efficacité des politiques répressives. L'urgence aujourd'hui est de penser la politique à l'égard des consommateurs.

Pourquoi se drogue-t-on ?

Beaucoup de toxicomanes prennent de la drogue non pour fuir la société mais pour pouvoir s'y insérer. La recherche d'évasion que l'on prête aux toxicos est une représentation limitée. La plupart cherchent un soutien chimique pour affronter une société où la pression est extrêmement forte. Ces produits psychotropes illicites jouent souvent, pour les plus défavorisés, un rôle proche de celui des tranquillisants ou des anti-dépresseurs .

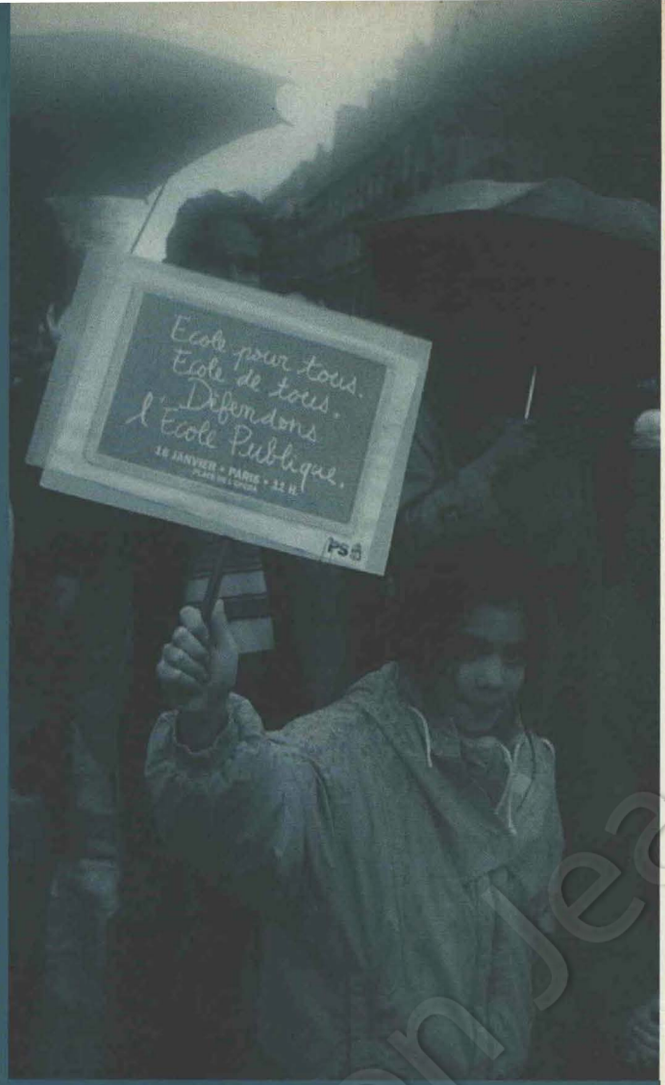
Propos recueillis par P.J.

**Sociologue, co-directeur du groupement "Psychotropes, politique et société" au CNRS.*

Collection Jean Gaumy

POLITIQUE INTERIEURE

"C'était formidable". Mobilisation considérable, démonstration imposante, protestation émouvante. Le dimanche 16 janvier restera une date dans l'histoire de la laïcité et de l'école pour tous. Et maintenant ? Le "réveil des consciences" s'est produit avec une ampleur et une force qui exigent des changements de la part du gouvernement, mais aussi, et surtout, des réponses de la gauche.





LA MANIF A E

Et ma

Ils étaient venus en train, en car, en voiture, en avion, en métro ou à pied. Ils avaient organisé des quêtes, des bals publics, des ventes militantes pour payer les voyages, inventé des slogans, dessiné des calicots, préparé des affiches.

Ils ont piétiné des heures sur place, sans broncher, malgré le froid et la pluie. Ils ont sacrifié un dimanche, et souvent plus, pour défendre leur conception de l'école. Ils sont fiers d'avoir été présents, d'avoir fait de cette manif, une des plus belles. Une des plus fortes aussi et des plus mémorables car, sous ses aspects "bon enfant", elle défendait des valeurs fondamentales. Nos intuitions et nos observations ont été confirmées par des études chiffrées. A travers le prisme de l'école, c'est plus largement de la sauvegarde des services publics qu'il s'agissait. C'est le refus de la dérégulation, des privatisations, du désengagement de l'Etat, du délabrement de la solidarité qui se faisait entendre. L'immense défilé était porteur d'une vision de notre société. Vision républicaine, solidaire, laïque et protectrice. D'une vision "de gauche", en opposition assez radicale avec le credo libéral et les pratiques régressives du gouvernement et de la majorité. Peut-on y déceler, davantage que les prémices, l'amorce du déclin de l'idéologie triomphante de la droite et de l'argent, si forte dans les années 80 ? Peu d'observateurs le prédi-

Dans le long fleuve des défenseurs de l'école laïque, des familles, des enfants et beaucoup de jeunes. Les MJS étant les plus colorés, les plus entraînants.

Fol. Fondation Jean Jaurès

TE UN IMMENSE SUCCES

intenant ?

saient, nombreux sont désormais ceux qui le constatent. Comme si le fameux balancier des idées avait commencé d'inverser son mouvement sans prévenir sondeurs ni éditorialistes.

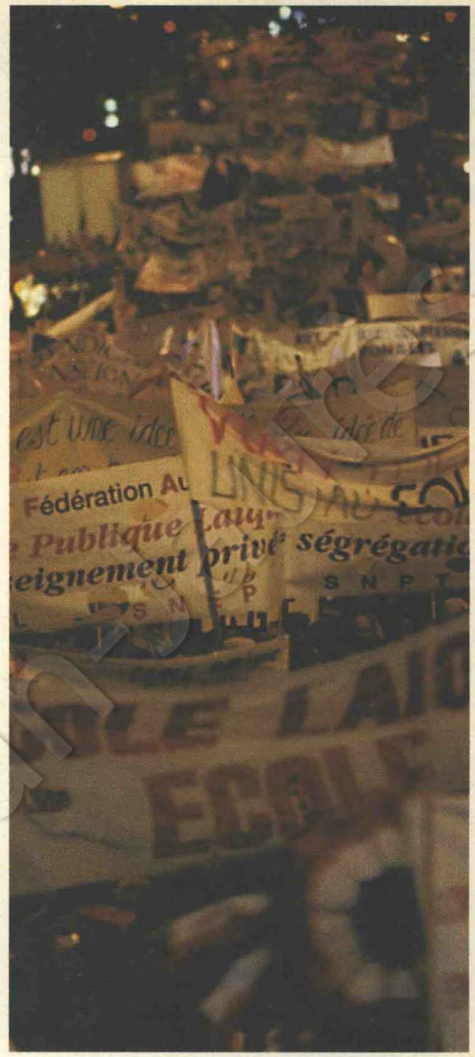
Même si bien des pancartes s'adressaient aussi à elle, sans concession, ce dimanche n'a-t-il pas un solide goût de réconfort pour la gauche ? Le réconfort de savoir que les principes et les repères ne disparaissent jamais complètement. Une chose est sûre, le rapport des forces a changé entre samedi et lundi. La gauche politique, syndicale, associative va devoir panser ses plaies et cicatriser ses blessures plus rapidement qu'elle ne le prévoyait. Elle va devoir se préparer, ce qui passera sans nul doute par une forme de rassemblement que les prochaines Assises de la transformation sociale pourraient sans doute préfigurer. Les hommes et les femmes qui étaient dans la rue formaient un cortège varié, certes, mais aux fortes aspirations communes. Il faudra savoir lire leurs exigences, savoir répondre sans décevoir à l'immense attente qui s'est exprimée. C'est le défi à relever pour la gauche qui doit aussi se méfier des talents de récupérateur et d'hypnotiseur du Premier ministre.

Balladur le récupérateur

La réforme de la loi Falloux figurait à la page 8 du programme UPF d'avant les législatives. Bayrou n'a fait qu'appliquer l'une des promesses, à côté des privatisations, des lois sur les immigrés, ou du SMIC jeunes. Le Premier ministre lui-même se trouve donc gravement contesté. Les sondages n'enregistrent pas, ou pas encore, cette incompréhension d'une partie de l'opinion. Avec autant de mauvaise foi qu'il avait mise à déminer le terrain avant dimanche, sur le thème : "n'en parlons plus, voilà l'aumône et adieu la réforme", Balladur tente de reprendre l'initiative. Contesté à gauche, acculé à droite, le Premier ministre va devoir jouer serré. Coincée en défensive, sa stratégie devra calmer les esprits et faire retomber la poussière. Les syndicats d'enseignants et de parents d'élèves réclament des fonds supplémentaires pour le public ? Il les fait recevoir par un ministre dévalorisé, sans attendre qu'ils se soient mis d'accord entre eux, et laisse monter les enchères. La loi quinquennale sera peut-être octroyée, dans quelques mois, après une grand-messe célébrée à Matignon. En tout cas, le couvercle sera tombé. Et, au passage, l'opinion pourra croire que les demandes de la gauche sont mises en œuvre, sans que rien ne change au fond, sinon la longévité de Balladur.

Les Etats généraux de l'Education publique suggérés par Michel Rocard participent d'une tout autre logique, d'enquête sociale, plus en profondeur. Des cahiers pourraient être ouverts à tous, pendant des semaines, pour rassembler les besoins, les insatisfactions, les propositions des citoyens et des membres de la communauté éducative. Les réponses politiques ne viendraient qu'après une évaluation et une définition précises des moyens et des objectifs avec tous les responsables. En attendant, la pétition nationale présente dans la manif pour l'abrogation de la loi, continue de circuler, les signataires peuvent se mutiplier. Car un seul article de la loi Bayrou a été abrogé par le Conseil constitutionnel. Que deviendront les autres qui contraignent le privé ? Sauf nouvelle délibération, ils seront promulgués. Alors, et maintenant ? Un événement de l'importance de cette grande contestation populaire et idéologique ébranle le champ politique, ouvre des opportunités. En politique comme en art guerrier, il faut savoir les reconnaître.

Lyne Cohen-Solal



De 11 heures à 21 heures, le long, très long défilé, sous le froid et la pluie, a traversé Paris dans la ferveur et la bonne humeur.



LÉGISLATIVES PARTIELLES

Les socialistes bien accuei

Le 30 janvier et le 6 février se dérouleront des élections législatives partielles à Paris, dans les Alpes-de-Haute-Provence, et dans le Loir-et-Cher. Les socialistes essaieront de profiter du changement de climat politique né de la manifestation de dimanche.



Daniel Vaillant battu seulement de 900 voix aux dernières législatives, a de fortes chances de renverser la vapeur.

"Bonjour, je suis Daniel Vaillant, candidat à la législative partielle, et je préfère passer chez les gens que coller des affiches coûteuses qui dégradent l'environnement." Dans le Nord de Paris, Daniel Vaillant mène une campagne de proximité. Méthodiquement, il fait les immeubles de la 19e circonscription où il va tenter de reconquérir le siège de député qu'il avait perdu en mars 1993 au profit de Jean-Pierre Pierre Bloch. Treize candidats y prennent part. Mais ce scrutin se jouera entre Anne-Marie Pierre Bloch, l'épouse de l'ancien député invalidé et inéligible, qui, résidant à Neuilly, n'a jamais mis les pieds dans la circonscription, et Daniel Vaillant, solidement enraciné dans le 18e arrondissement où il habite. Le candidat socialiste connaît parfaitement les problèmes locaux : sécurité, drogue, emploi, logement. "Ces quartiers ne sont pas considérés avec une attention suffisante par les pouvoirs publics, comme ils devraient l'être, constate Vaillant. Le cadre de vie, l'urbanisme, la culture et les loisirs ne bénéficient pas des mêmes aides que dans le reste de la capitale." Au passage, il ne se prive pas de critiquer la politique gouvernementale : "Vous avez vu l'augmentation des impôts et du téléphone, dit-il à ce quinquagénaire qui le reçoit sur le pas de sa porte. Je ne dis pas que les gouvernements de gauche ont tout réussi mais nous avons essayé de défendre les catégories les plus défavorisées. Aujourd'hui, le gouvernement met en cause les retraites." Ce discours semble passer auprès des gens.

PCF : l'après Marchais commence

Qui succédera à Georges Marchais ? Et pour quoi faire ? Ces deux questions domineront le 28e congrès du Parti communiste qui se tiendra du 25 au 29 janvier à St-Ouen.

Lorsque Georges Marchais quittera ses fonctions de secrétaire général, le 29 janvier, une page de l'histoire du PCF sera tournée. Il sera mis fin, alors, à un long règne de près de vingt-cinq ans. Car si Georges Marchais a été élu à la tête de son parti en 1972, il s'était imposé de fait comme le patron depuis 1969, dans le sillage de Waldeck-Rochet, affaibli par la maladie.

Le bilan de Georges Marchais n'est pas "globalement positif". Quand il a pris les rênes du parti, Jacques Duclos venait de réaliser 21,36% des voix à l'élection présidentielle de 1969. Vingt-cinq ans plus tard, le PCF est tombé entre 8 et 9%. Une chute vertigineuse ! Certes, le phénomène dépasse largement sa personnalité, mais le bouillant secrétaire général aura eu sa part de responsabilité dans cet affaissement. En tout cas, au regard de l'histoire, il en symbolisera le déclin.

C'est donc un parti en crise depuis plusieurs années qui se dotera d'un nouveau leader la semaine prochaine. Les débats de préparation du congrès n'ont mobilisé qu'une très faible proportion de militants et, comme d'habitude, le centralisme démocratique a pesé de tout son poids pour réduire au maximum le pluralisme des textes. Parmi les successeurs potentiels à Georges Marchais, André Lajoinie et Alain Bocquet, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale et patron de la fédération du Nord, font figure de favoris. Quant à Philippe Herzog, il a fait acte de candidature pour la forme, au nom des contestataires. Mais il est difficile d'établir des pronostics. D'autant que, pour la première fois de son histoire, le PCF devra se débrouiller sans les consignes de Moscou. L'embarras est tel que la procédure pour désigner le nouveau secrétaire général a donné lieu à de vives polémiques. C'est finalement une commission issue du comité central qui tranchera. Curieuse conception de

llis sur le terrain

Pour la gauche, le climat semble plus porteur qu'en mars 1993. Daniel Vaillant a reçu Lionel Jospin, qui a tenu une réunion publique, et le 26 janvier ce sera au tour de Michel Rocard de venir l'appuyer. Battu de neuf cents voix aux dernières législatives, il a de fortes chances de renverser la vapeur. Sa principale adversaire, que Chirac n'est pas venu soutenir, dans ce fief UDF, ne peut compter que sur son nom. Mais est-ce vraiment une référence ?

Une meilleure atmosphère

Dans la première circonscription des Alpes-de-Haute-Provence, le candidat socialiste François Massot mène sa campagne en toute sérénité. "L'atmosphère est nettement meilleure qu'en mars dernier, explique-t-il, les socialistes ne sont plus du tout attaqués. Je suis relativement optimiste. Nous devrions pouvoir gagner." Il a, en effet, de bonnes raisons d'être confiant : si l'élection de son adversaire, Pierre Rinaldi (RPR) maire de Digne et président du Conseil régional, a été invalidée, c'est que ses comptes de campagne étaient... irréguliers.

En mars 1993, ce dernier avait devancé le socialiste : 53% contre 46%. Aujourd'hui, la situation semble nettement plus favorable à François Massot puisque son challenger UDF-RPR est bien moins connu et ne fait pas l'unanimité chez les militants et sympathisants RPR. Parmi les autres partants pour ce premier tour : un communiste, une dissidente socialiste, un Front national et un dissident Front national, ainsi qu'un écologiste. Très actif, François Massot se déplace dans les 102 communes de sa circonscription pour rencontrer les électeurs, organiser des réunions publiques. Ségolène Royal sera présente pour le soutenir le 24 janvier. "Les gens sont ouverts, prêts à dialoguer et les préoccupations sont plutôt d'ordre local", confirme-t-il.

Dans les pas de Lang

Michel Fromet, ancien suppléant de Jack Lang, aujourd'hui candidat dans la première circonscription du Loir-et-Cher, est un enfant du pays. Il est fils de viticulteur et connaît bien les préoccupations locales. Premier adjoint de Blois depuis 1989, député de 1988 à 1993, il est aussi conseiller général, comme son suppléant Michel Eimer, maire de Saint-Gervais-La-Forêt. La campagne du candidat socialiste est marquée par la volonté de continuer l'œuvre entreprise par Jack Lang, dans le même esprit, en essayant de rassembler les hommes, au delà des divergences, pour faire prévaloir l'intérêt général. "Notre priorité, précise Michel Fromet, est d'engager des actions fortes en faveur de ceux qui souffrent de la crise." Son principal adversaire est Jacqueline Gourault (UPF/CDS). En mars dernier, elle avait talonné Jack Lang. Michel Fromet rencontre élus et électeurs de la circonscription. Après Roger Hanin et Ségolène Royal, Bernard Kouchner le 24 , et Martine Aubry le 27 janvier, apporteront leur soutien à Michel Fromet. "Ils nous écoutent avec beaucoup d'attention. Nous sommes une équipe qui a construit, qui a fait ses preuves. En face, on trouve des gens qui rêvent de diviser et de casser. Notre département, au contraire, a besoin que l'on fédère les énergies".

J.-P.B. et C.L.

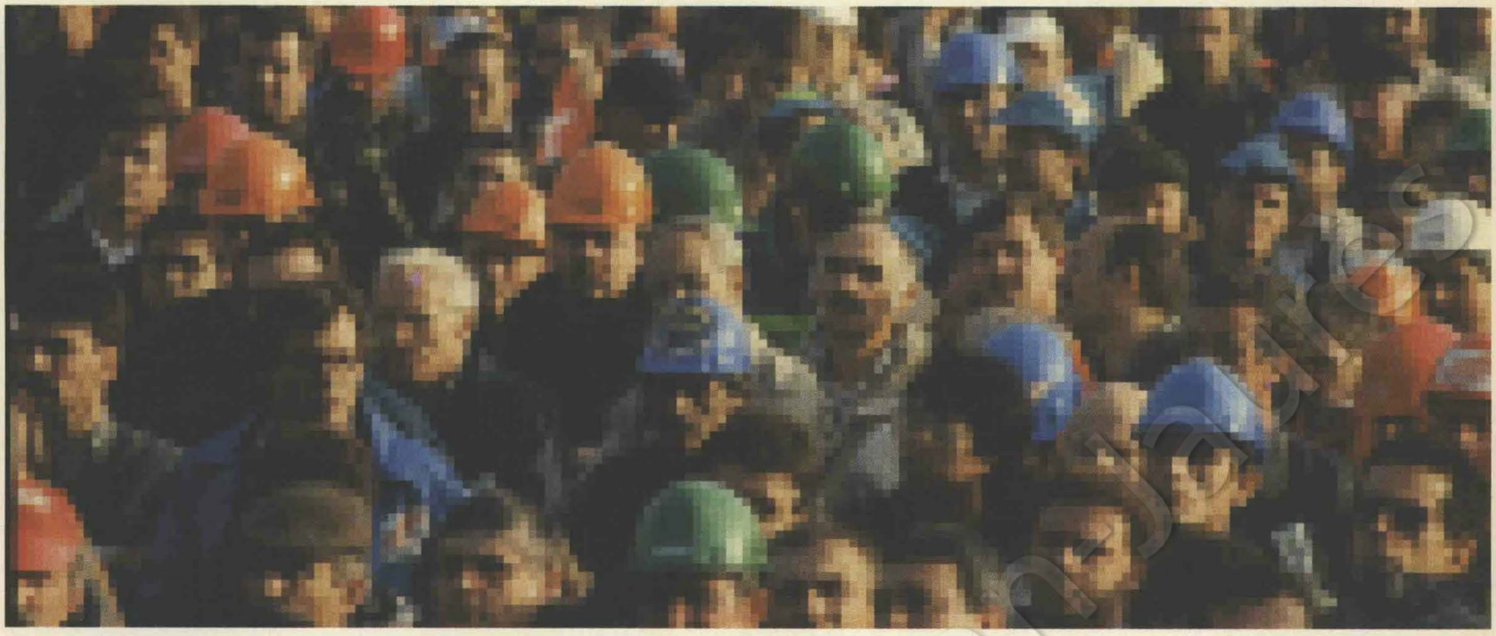
la démocratie qui tient les militants à l'écart !
Reste la question de l'avenir du PCF. La direction et les Refondateurs de Charles Fiterman trouveront-ils un terrain d'entente ? Ou bien l'orthodoxie triomphera-t-elle une fois de plus au point de bloquer à nouveau toute évolution du Parti ? En attendant, les Refondateurs ont signé un appel pour que le PCF participe à une liste "pluraliste" aux élections européennes, en compagnie des écologistes et de différentes sensibilités de la gauche. D'ici là, la direction comme les contestataires se retrouveront aux Assises de la transformation sociale, début février, avec l'ensemble de la gauche.

Jean-Pierre Bedeï

COUP DE GUEULE

Le plus doux, ce n'est pas seulement de les avoir battus à plate couture. C'est de les voir maintenant sautiller sur la poêle à frire. Entendez à présent leurs cris d'amour pour l'école publique, voyez-les s'entre-déchirer pour savoir quel est le maladroit à l'origine de ce désastre ! Appréciez le mouvement tournant des écorcheurs de présidentiables qui viennent à la picorée sur les grands blessés de la bataille ! observez où se rassemblent les vautours : c'est là que sont les mourants ! Leurs grandes plumes elles-mêmes balancent entre le cri de haine et les bonnes raisons que suggère Sainte-Pétoche. Ainsi de Monsieur Peyrefitte, ministre des Universités en 1968, qui doit à l'Académie d'être éternel en toute chose et spécialement en réaction. Son édito au "Figaro", le lendemain de la marée laïque, sort tout droit d'un congélateur de la guerre froide. Pour mieux insulter ce nid de gauche qu'est le million de personnels de l'enseignement public, quel meilleur symbole que l'odieuse carte scolaire : "Chaque élève se voit affecté à une école comme, dans l'URSS de jadis, chaque consommateur se voyait affecté à un magasin". Si celui-là n'est plus très dangereux dans sa naphtaline, il dit pourtant le fond de leur pensée : tout s'achète et tout se vend. Le consommateur d'abord, le citoyen ensuite. Puis l'audacieux frissonne : la société française est "à ne manipuler qu'avec d'extrêmes précautions". Manipuler ? Amis manifestants, il faut encore donner du bâton !

Jean-Luc Mélenchon



CONTRAT SOCIALISTE POUR L'EMPLOI

Pour une pleine activité

Quel nouveau contrat social les socialistes proposent-ils aux Français ? Ils vont en débattre à partir d'un rapport introductif.

"C'est "notre projet et notre combat". La création de 2,5 millions d'emplois ne peut procéder d'un remède miracle, mais "d'un ensemble cohérent de solutions partielles et complémentaires". Parmi ces solutions, deux sont essentielles : la croissance -avec un taux proche de 4% en moyenne sur six ans, on peut atteindre un million d'emplois supplémentaires- et la réduction de la durée du travail. Celle-ci -qui peut apporter plus du tiers des emplois à créer- s'inscrit dans une perspective plus large de transformation des rapports sociaux. C'est de ce projet de société que fait partie la semaine de quatre jours. "Thème unificateur" s'il en est, elle peut être mise en place par des baisses progressives de l'horaire collectif, par l'aménagement du temps de travail ou par le temps réduit choisi.

Toute la difficulté est d'articuler projet de société et projet de loi. La semaine de quatre jours a une portée plus large que le second et porte sur un plus long terme. Mais elle ne peut réussir "sans la reprise d'un puissant mouvement de réduction du temps de travail" qui, elle, est du ressort du court terme et peut être votée dès le retour des socialistes au pouvoir.

Aussi le rapport introductif propose-t-il que cette première étape soit franchie par le vote d'une loi fixant à 37 heures, dans un délai inférieur à deux ans, la durée légale hebdomadaire pour la plupart des salariés, et à 36 pour ceux qui travaillent en semi-continu. A charge pour les partenaires sociaux d'en élaborer les modalités et, éventuellement, de négocier dans le cadre de l'entreprise, des horaires inférieurs. Après évaluation publique, "une nouvelle étape sera alors définie".

Que chacun confronte ce rapport introductif à ses propres convictions et aspirations, l'enrichisse. Le texte introductif sera adressé à chacun à la fin du mois, suivi de contributions et textes alternatifs ou complémentaires. Celui qui sortira de la prochaine convention emploi devrait être celui de tous.

Monique Grima

37, 35 ou 32 heures ?

Est-ce que vous continuez de croire aux 32 heures ?

"Mais bien entendu ! Simplement, pas n'importe comment, et naturellement, progressivement, pas d'un seul coup. Il était stupide, anti-économique au possible, de s'imaginer que c'était la loi qui devait, sans étape, d'un seul coup, passer aux 32 heures (...).

C'est sur l'ensemble d'un projet de société qu'il faut réfléchir, et c'est pour cela que je parle de la semaine de quatre jours. C'est par jours entiers qu'il faut dégager du temps (...). Comment aller dans cette direction ? On y va progressivement. On commence par une étape à 37 heures. Après, on passera aux 35 heures, sans doute. J'ai même des camarades dans le parti socialiste qui souhaitent qu'on fasse les deux étapes tout de suite, en une seule. Nous en discuterons..."

Michel Rocard à l'Heure de vérité, 16 janvier.

2,5 M.

de créations d'emplois en six ans

C'est à partir de deux axes stratégiques que le rapport introductif à la convention emploi du PS, qui sera adressé à chaque militant, chiffre à 2,5 millions la création d'emplois en six ans.

- *Une croissance plus forte. Un taux de 4% sur six ans peut apporter un million d'emplois nouveaux. 500.000 dus à une relance européenne forte, 500.000 autres grâce à une relance en France, à partir de l'utilisation de nos propres marges de manœuvre et au rattrapage de nos points de marché.*
- *Une croissance plus riche en emplois. Elle peut induire 1,5 million d'emplois supplémentaires. La réduction du temps de travail en fera gagner à elle seule un million grâce à la complémentarité de quatre mesures.*

— La baisse de la durée légale : 300.000. Les mesures de 1982 avaient permis d'en créer 150.000 en trois ans. A partir d'une baisse deux fois plus importante, les 37 heures auront un rendement plus favorable.

— La réorganisation-réduction : 300.000. L'allongement de la durée d'utilisation des équipements amplifiera les effets de la réduction en dessous de la durée légale.

— La transformation des heures supplémentaires en repos compensateur : 250.000. Les HS représentent l'équivalent de 680.000 emplois à temps plein.

— Le temps choisi : 150.000.

La création d'emplois dans les services, deuxième conséquence d'une croissance plus riche en emplois, peut en faire gagner 500.000. 350.000 pour les emplois de solidarité, 150.000 grâce à l'insertion des travailleurs non qualifiés.

AC! CONTRE LE CHOMAGE

Une marche pour l'emploi

AC ! le sigle est simple, mais fort. Le programme des militants de "Agir ensemble contre le chômage", réunis ce week-end, aussi. Objectif : les 35 heures. Pour les obtenir, ils préparent une marche sur Paris, fin mai.

"Il faut agir ensemble contre le chômage, et agir contre le chômage sans les chômeurs, cela n'aurait pas de sens". L'appel pour "l'abolition du chômage", lancé en octobre par AC!, pouvait paraître une utopie. Il est en passe de devenir une réalité. La preuve ? Le nombre des participants, six cents, et la qualité des débats des premières assises du mouvement, les 15 et 16 janvier, à la Plaine-Saint-Denis (94).

Aux premiers signataires sont venus s'ajouter des centaines de militants syndicaux et associatifs, de responsables d'associations de chômeurs, de chercheurs, de travailleurs précaires, d'inorganisés. Tous regroupés dans une quarantaine de collectifs locaux. Désireux de surmonter leurs différences pour créer une mobilisation générale contre le chômage, tous se rassemblent autour d'une évidence : "Pour créer des emplois, changeons de logique". "Tous les moyens ont été tentés, constate un militant CFDT de Basse-Normandie. Un seul ne l'a pas été, la réduction du temps de travail". "Elle est incontournable" scande Claire Villiers, une des animatrices du collectif. "Elle doit être massive et globale", affirme Claude, cheminot. Très applaudi, un militant CGT de Roissy-Air France demande qu'on ne s'enferme pas dans des discussions : "Il suffit de changer un chiffre dans le code du travail, de modifier le 9 des 39 heures en 5 pour les 35 heures. Après on se posera des questions. Mais, à mon avis, il y en aura pas mal qui seront réglées."

Chacun tient à son point de vue et le défend, en militant responsable, sachant qu'à l'issue des assises doivent émerger des objectifs clairs. De fait, le programme de "mesures d'urgence", adopté dimanche, demande une loi-cadre de réduction du temps de travail à 35 heures avec embauches correspondantes et un passage rapide à la semaine de 30 heures. Mais cette réduction "ne doit pas se faire à n'importe quelles conditions". Elle devra être instaurée "sans aggravation de la situation des salariés, ni réduction de leur pouvoir d'achat". "Ne laissons pas un millimètre d'espace où pourrait se glisser une idée de baisse des salaires" demande un militant CGT. Le texte retenu est plus prudent et ne tranche pas la question des hauts salaires.

Des mesures d'urgence

En attendant, AC! demande un moratoire sur les licenciements. "Sinon, explique Claire Villiers, on peut reporter la loi-cadre sur les 35 heures à la saint Glin-Glin". Elle prône, en outre, "un droit de contrôle et d'ingérence de la population et des partenaires sociaux" sur les créations et les suppressions d'emplois, en particulier de la part des organisations syndicales et des associations de chômeurs. Celles-ci doivent être reconnues et représentées dans les instances qui les concernent (Unedic, Assedic, Anpe, etc.) pour que leurs revendications soient prises en compte : accès gratuits aux services de santé, aux transports, interdiction des coupures d'eau, de gaz ou d'électricité...

Vaste programme. Pour le populariser, les assises ont décidé d'organiser une marche nationale contre le chômage qui partira de plusieurs villes de France à partir du mois de mars pour converger les 28 et 29 mai à Paris. La quasi-totalité des participants ont d'ailleurs commencé à travailler dans ce sens, immédiatement, en allant participer, dès la fin de leurs travaux, à la manifestation laïque de dimanche.

M.G.

Collection Jean Jaurès

Ville de Mâcon

Saône-et-Loire

39.000 habitants

recrute
pour sa bibliothèque
(service de prêts pour adultes)

Un Assistant qualifié de Conservation

Mission :

- tâches techniques spécifiques,
- catalogue des nouveautés,
- politique d'achats (sélections et acquisitions des ouvrages),
- participation à l'élaboration d'un projet d'informatisation du service de prêt (gestion documentaire notamment),
- renseignements aux lecteurs,
- recherches bibliographiques.

Qualités et aptitudes :

- sens du service public, qualités d'accueil,
- sens du travail en commun,
- aptitude à collaborer étroitement avec les services intérieurs dans toute la chaîne du circuit du livre,
- expérience professionnelle indispensable, notamment dans l'application des nouvelles normes de catalogage,
- grande connaissance de la production éditoriale,
- aptitude réelle à la recherche bibliographique,
- excellente mémoire,
- notions d'informatique souhaitées.

Les candidatures accompagnées d'un CV détaillé doivent être adressées

avant le 31 janvier 1994

à Monsieur le Maire
Service des Ressources humaines
71018 Mâcon cedex

Issoudun

(15.000 habitants)

Département de l'Indre

La Maison de l'Enfance du Centre Municipal d'Action Sociale

recrute :

une Directrice pour crèche familiale

(40 enfants)
et halte garderie (20 enfants).

Conditions de recrutement :

avoir plus de 25 ans
et 5 ans d'ancienneté
dans le grade de puéricultrice.

Adresser lettre de candidature à :
André Laignel
Maire d'Issoudun
Président du Centre Municipal d'Action Sociale
Hôtel de Ville
Place des Droits de l'Homme
36100 Issoudun

Ville de Vervins

(Aisne)
3.000 habitants
Sous-Préfecture

Recrute d'urgence

Attaché territorial

pour exercer
les fonctions de

Secrétaire Général

Adresser candidature et CV à :
Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
BP 66 - 02140 Vervins

Le Conseil Général de la Nièvre

recrute

Un conseiller socio-éducatif

Responsabilité de circonscription

Vous exercerez une activité fonctionnelle d'organisation, de coordination et d'animation des personnels pluri-disciplinaires et pluri-institutionnels de la circonscription.

Merci d'adresser candidature et CV à :
Monsieur le Président du Conseil Général de la Nièvre
Hôtel du Département - BP 839-58019 - Nevers cedex

Vous louez, vous vendez, vous achetez :

PASSEZ VOS PETITES ANNONCES DANS "VENDREDI"

Ville de Pont-de-l'Arche

(Eure)
Ville chef-lieu de canton
Nombreux équipements
3.029 habitants

recrute
par voie de mutation

Secrétaire général

Grade : Attaché

Avantages :

- logement de fonction par nécessité absolue de service
- prime de fin d'année

Poste à pourvoir au 1er avril 1994

Adresser candidature
à Madame le Maire
27340 Pont-de-l'Arche

Emploi

■ JF expérimentée rech. travaux **illustration** (ordinateur/pastel) ou **maquette**. Logiciels : X Press, Illustrator, Photoshop. ☎ (1) 42 72 26 06 Fax : 42 72 53 91

■ Je saisis vos thèses, mémoires, scénarios, etc. Mac., imprimante laser. ☎ (1) 42 09 71 67 (rép.)

■ H 28 ans, **DEA Pol. soc.** et GRH, Paris 1, ch. poste **Ass. DRH** ch. d'études et de missions - RP - Exp. 2 ans. Anglais (advanced level), PC Windows, permis B. Libre au 1/2/94 ☎ (1) 42 03 61 58 (rép.)

■ H, ex-att. parlementaire, cycle perf. **ENA** form. **éco. sociale.** Exp. **coll. locales.** Ch. poste dir. cab., ch. mission, relat. pub. Bretagne, Ouest, Paris. ☎ (1) 96 70 34 49 (rép.)

Livres

■ Vends 8 livres coll. "Les Grands Révolutionnaires". Très belle édit. (1.000 ex.). Reliés mouton. Valeur neufs : 500 F, vendus **400 F** chaque. (500 pages).
☎ 44 46 24 26

Informatique

■ Cherche clavier Macintosh.
☎ (1) 42 62 82 43 (rép.)

Fringues

■ Particulier femme vend **vêtements** et manteaux de fourrure. **T. 38-40.** Très bon état, prix intéressants.
☎ (1) 45 85 15 09 (de 14 à 19h.)

NOS TARIFS 94

PASSEZ VOS PETITES ANNONCES DANS "VENDREDI"

le module (1/24e) : 2.000 F HT
1/12e de page : 3.500 F HT
1/8e de page : 5.000 F HT
1/6e de page : 6.000 F HT
1/4 de page : 10.000 F HT
les 5 lignes : 200 F HT (soit 237 F TTC)

Adressez votre annonce accompagnée de votre chèque libellé à l'ordre de "Vendredi" à : "Vendredi" Annonces
10 rue de Solferino, 75007 Paris
☎ (1) 45 56 78 57 / 78 56
Fax : (1) 45 51 47 03

France-Allemagne : une histoire qui finit bien

Les négociations sur le GATT ont encore montré à quel point les relations du couple franco-allemand pouvaient peser sur l'Europe. Donnée historique et culturelle, la spécificité de ces relations est aussi l'expression d'intérêts économiques forts. L' analyse de Jacques-Pierre Gougeon, Jérôme Vaillant* et Hans Stark*.*



L'évolution du regard français

Jacques-Pierre Gougeon*

Les relations franco-allemandes ont d'abord évolué en fonction de la perception du "problème national" allemand. 1648 et 1815, signature des traités de Westphalie et congrès de Vienne : deux dates qui ont marqué l'histoire diplomatique européenne.

Chaque fois, la France, par peur de l'hégémonie germanique, œuvre dans le sens du morcellement de l'Allemagne. La maxime de Talleyrand "La Prusse sera une puissance que la France aura intérêt à surveiller", devient la ligne de conduite de la diplomatie française. A partir du moment où l'Allemagne, en 1834, commence à s'unifier économiquement, la France modifie sa perception. L'image idyllique d'une Allemagne patrie de la poésie et de la philosophie, dépeinte par Mme de Staël, cède la place à celle du dangereux conquérant. Après la crise du Rhin de 1840, la littérature nationaliste se déchaîne. La guerre de 1870 marque une rupture dans les relations entre les deux pays. L'annexion de l'Alsace-Lorraine symbolise longtemps la volonté hégémonique de la Prusse. L'idée de revanche fait son chemin dans beaucoup d'esprits français.

La double image de l'Allemagne

Des intellectuels germanophiles comme Renan prennent leur distance. Dès lors s'opposent l'image d'une Allemagne guerrière et celle d'une Allemagne de l'esprit incarnée par des figures comme Gœthe, Kant et Schiller. Véhiculée par des intellectuels comme Ernest Raynaud, Romain Rolland ou André Gide, cette double image perdure au delà de la guerre 1914-1918. Encore en 1945, René Laurent se demande dans "Le Monde", "Y a-t-il deux Allemagnes ?". De même, le général de Gaulle a une vision ambiguë de l'Allemagne. En décembre 1944, de Gaulle décrit les Allemands comme "un grand peuple, mais qui perpétuellement tend à la guerre parce qu'il ne rêve que de domination". A cette conception correspond la théorie d'une Allemagne morcelée qui marque la diplomatie française de l'immédiate après-guerre : division de l'Allemagne en régions autonomes, internationalisation de la Ruhr et rattachement de la Sarre à la France. La politique allemande va alors évoluer sous l'effet de plusieurs facteurs. ▶

© Fondation Jean Jaurès

▶ Les alliés anglo-saxons, moins réceptifs aux revendications françaises, sont préoccupés par l'évolution Est-Ouest et donc du rôle que doit jouer l'Allemagne dans la future Europe. Au sein même de la diplomatie française, certains, comme Jean Chauvel, collaborateur de De Gaulle et Secrétaire général du Quai d'Orsay, considèrent qu'il ne faut pas désespérer de l'Allemagne et songent à son intégration dans l'Europe. En outre, une opposition de gauche se manifeste contre la politique allemande de la France. A l'Assemblée, en 1946, plusieurs députés socialistes prennent position contre cette politique. Daniel Mayer s'oppose à ceux qui "s'imaginent que la sécurité de la France réside dans le nombre de kilomètres qui séparent l'Allemagne de demain de la rive gauche du Rhin".

La réconciliation

Après la démission de De Gaulle, le gouvernement du socialiste Félix Gouin adopte, le 24 mars 1946, sur la question allemande, un programme minimal où il ne serait plus question de "séparation" de la Rhénanie. Parallèlement, en dehors des partis, certains, espérant une évolution démocratique de l'Allemagne, militent pour un rapprochement franco-allemand, comme Jean du Riveau qui crée le Bureau international de liaison et de documentation (BILD), Emmanuel Mounier qui fonde le Comité d'échanges avec la nouvelle Allemagne, Albert Camus ou Roger Martin du Gard. Cette évolution des mentalités permet au gouvernement français de signer, le 2 mai 1948, les accords de Londres qui ouvrent la voie à la fondation de la République fédérale d'Allemagne. Certes, la faible majorité de l'Assemblée qui, le 17 juin 1948, ratifie ce texte, montre que la politique allemande de la France ne fait pas l'unanimité ! Néanmoins, le processus de réconciliation est irréversible. Le 16 mars 1950, de Gaulle déclare : "Je suis profondément convaincu que de ces relations-là dépend tout le sort de l'Europe et, dans une large mesure, celui du monde...". L'idée du couple franco-allemand avait germé. Elle devait donner naissance à la coopération franco-allemande qui, incarnée dans le traité de l'Elysée de 1963, allait devenir une constante de la diplomatie européenne.

**Universitaire, délégué national du PS, est l'auteur de "l'Economie allemande" (Editions du Monde).*

L'heure de vérité

Hans Stark*

1993 aurait dû être l'année franco-allemande. Bonn et Paris comptaient fêter le trentième anniversaire du traité d'amitié franco-allemand, la Communauté européenne devait se transformer, grâce aux initiatives de Mitterrand et Kohl, en Union européenne. Hélas,1993 a vu une accumulation sans précédent de difficultés objectives et de fissures, débouchant sur une détérioration des rapports entre Paris et Bonn sur fond international morose : récession économique, impuissance des Occidentaux face à la guerre dans les Balkans et mise en cause, à l'intérieur des pays membres, de la construction européenne. L'heure n'est donc pas à l'optimisme. Sur les deux principaux volets de la construction européenne -la récession économique et la transition est-européenne- s'est greffé un triple contentieux franco-allemand : politique monétaire (taux d'intérêt), politique commerciale (GATT) et problème de l'ex-Yougoslavie.

La volonté de façonner la nouvelle Europe semble, persister.

L'enjeu du GATT ne se limite pas à une controverse entre partisans du libre-échange mondial et défenseurs de la préférence communautaire mais englobe la question de l'avenir des rapports avec Washington, qui jouent dans la politique étrangère allemande un rôle infiniment plus grand que pour la diplomatie française. Derrière la question de la politique des taux d'intérêts, se pose celle de l'influence germanique sur la future politique monétaire européenne. Paris accuse Bonn de s'être manifesté de façon d'autant plus négative que la réalisation de l'unité allemande aurait été financée non par une fiscalité accrue en Allemagne de l'Ouest mais par une ponction de capitaux sur le marché international, qui aurait entraîné un accroissement sans précédent de la dette publique allemande et de sa masse monétaire. Ces phénomènes se seraient traduits par une pression inflationniste telle que la Bundesbank n'a pu baisser ses taux d'intérêt comme la France l'aurait souhaité. Ce faisant, Paris reproche à l'Allemagne de faire un usage inconsidéré de sa position économique dominante. Du reproche de sacrifier le SME au soupçon que, pour l'Allemagne, la construction européenne n'est plus un objectif prioritaire, il n'y avait qu'un pas d'autant plus facile à franchir que la politique allemande à l'égard de l'ex-Yougoslavie semblait confirmer les pires doutes français quant à sa volonté d'hégémonie en Europe de l'Est.

Cependant, au grand dam de ceux qui remettent en cause la coopération franco-allemande, Français et Allemands ont su trouver des compromis et se mettre au diapason dans tous les domaines sensibles. La mise en veilleuse provisoire du SME s'est soldée par une stabilité des taux de change, une continuité dans l'effort d'abaissement des taux d'intérêt, et même, par la position française (malgré sa critique de la politique de la Buba) en faveur de la ville de Francfort comme siège du futur Institut monétaire européen. De son côté, l'Allemagne a soutenu Paris dans sa volonté de renégocier le préaccord de Blair House. Enfin, Paris et Bonn sont parvenus à des positions communes sur l'ex-Yougoslavie, comme celle, récente, de l'Union européenne dans le cadre des négociations de paix sur la Bosnie. La conscience qu'on a, des deux côtés du Rhin, de l'absence de toute alternative à la coopération entre Paris et Bonn, la volonté de façonner ensemble la nouvelle Europe semble en fin de compte persister. Encore faut-il que, dorénavant, Français et Allemands partagent la même vision des défis de l'après-guerre froide sur l'avenir des relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis, sans parler de l'indispensable stratégie commune face à une Europe de l'Est aux frontières instables, et aux menaces de convulsions national-bolchéviques.

**Hans Stark, chercheur à l'IFRI (Institut français de recherches internationales), est secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes.*



La France et les nouveaux Länder

Jérôme Vaillant*

La politique de la France à l'égard de la RDA, après la chute du mur de Berlin, puis dans les nouveaux Länder, après l'unification, est révélatrice de ses espoirs et de ses inquiétudes face à la nouvelle Allemagne.

Quand le président de la République se rend à Berlin-Est et à Leipzig en décembre 1989, époque où il mise encore sur le maintien de deux Etats allemands, il cherche, au delà de la stabilisation politique de la RDA par les réformes et l'ouverture, à améliorer les échanges économiques et à développer la présence culturelle de la France. Une fois surmontées les frictions franco-allemandes que l'unification a provoquées, la France s'engage, à l'égard des nouveaux Länder, dans une politique volontariste sur le plan économique et culturel, qui traduit sa volonté de maintenir l'Allemagne unifiée ancrée dans la Communauté.

Très vite, la France, surmontant la réserve certaine de ses entreprises, occupe dans les nouveaux Länder le premier rang des investisseurs étrangers. Il s'agissait de s'imposer sur le marché est-allemand et de suivre l'adaptation de l'économie planifiée à l'économie de marché pour mieux profiter des potentialités ouvertes dans des pays de l'Europe ex-communiste aux transitions similaires.

L'humour hissé sur la démocratie.

Renforcer l'ancrage

La politique culturelle traditionnelle de la France est d'assurer sa présence en développant l'enseignement du français et la connaissance de la France. A la satisfaction des anciens citoyens de la RDA qui ont de nous une image positive, fondée sur les acquis de la Révolution française et de ses traditions d'accueil.

La France vient d'installer à Berlin un centre franco-allemand de recherche en sciences sociales. Preuve de l'importance qu'elle accorde à sa politique culturelle dans les nouveaux Länder, son budget 1993 égale celui imparti à l'ensemble des Länder ouest-allemands.

Elle n'a pas manqué à l'appel quand le chancelier Kohl et l'Office des privatisations (La Treuhand) lui ont demandé son aide. Il s'agissait autant d'ouvrir le marché est-allemand à la dimension européenne que d'avoir un tremplin pour mieux aborder l'ensemble des marchés d'Europe de l'Est. En tissant un réseau de relations politiques, économiques et culturelles, la France cherche à être bien implantée le jour où Berlin ne sera plus seulement capitale en titre de l'Allemagne mais, à nouveau, vers la fin de la décennie, son cœur politique, gouvernemental et parlementaire. Rapprocher Berlin et les nouveaux Länder de la France, c'est les rapprocher de l'Europe occidentale, non par crainte d'une dérive allemande vers l'Est, mais pour renforcer leur ancrage dans la tradition politique de la démocratie occidentale. Ce faisant, la France est restée fidèle à la politique poursuivie depuis la fin de la seconde guerre mondiale à l'égard de l'Allemagne.

*Jérôme Vaillant, universitaire, est rédacteur en chef de la revue "Allemagne d'aujourd'hui" et co-auteur de "L'histoire de l'Allemagne contemporaine".

Fondation de la

LIVRES

Boris Souvarine*

Personnage hors du commun et pourtant méconnu, Boris Souvarine, témoin essentiel de ce siècle, méritait bien une biographie. Celle que nous livre Jean-Louis Panné est fort complète et nous replonge dans le monde communiste et son organisation quasi militaire, secrète et impitoyable. Souvarine a participé à la création du PCF et fut un collaborateur de Lénine avant d'être séduit par Trotski. Mais ce jeune révolutionnaire est aussi l'un des premiers à avoir compris les perversions et les dangers du système soviétique. Dès lors, il n'a eu de cesse de combattre le stalinisme. Personnalité entière, excessive, d'une inlassable activité intellectuelle, Souvarine fait partie de ces indomptables qui s'efforcent de dessiller les yeux de leurs contemporains.

J.-P.B.

**Jean-Louis Panné, Robert Laffont, 490 p., 149 F.*

Petite histoire de la population française*

En cette période où quelques vérités sont bonnes à rappeler, Jacques Floch a éprouvé le besoin d'écrire une histoire résumée de la population française. Situant sa "réflexion en marge du Code de la nationalité, des contrôles d'identité, du débat sur la ville, etc.", le député de Loire-Atlantique a voulu répondre aux tentations de repli sur soi favorisées par la crise. Il montre comment la France s'est constituée à travers des populations venues de tous les horizons, et combien dans les Forces Françaises de l'Intérieur elle doit aux étrangers qui se battirent pour elle (à la Libération, on en recensa, dans les Forces Françaises de l'Intérieur, 40.000, sans compter les peuples colonisés). Un petit livre utile.

B.C.

**Jacques Floch, préface de Kofi Yamgname. 93 p., 55 F.*

ANNEE DREYFUS

L'affaire Dreyfus commence le 6 octobre 1894. Le Service de renseignement français vient d'attribuer au capitaine Dreyfus le "bordereau" destiné à Schwartzkopfen, l'attaché militaire de l'ambassade d'Allemagne à Paris. Le procès débute le 19 décembre, la condamnation de Dreyfus intervient le 22.

L'année 1994 commémore le centième anniversaire de l'éclatement de l'affaire. Mais on n'attendra ni octobre, ni décembre. "Ils en ont parlé", disait déjà, en cette fin janvier, le fameux dessin de Caran d'Ache.

• Une double commémoration a été organisée le 10 janvier par la Ligue des droits de l'homme, à la Cinémathèque, associant à Dreyfus, un de ses premiers présidents, Victor Basch. Ce dreyfusard antifasciste et sa femme ont été assassinés par la milice le 10 janvier 1944.

• Les 28-29-30 janvier, le 6e symposium humaniste de Mulhouse (1) sera consacré à "L'affaire Dreyfus-Juifs en France". Jean Kahn, Jean Ellenstein, Jean-Noël Jeanneney et Jean-Robert Ragache y participeront. Denis Lefebvre fera une communication sur "le mouvement socialiste et l'affaire Dreyfus".

• De nombreux ouvrages sont à paraître. La barre a été placée haut avec "L'Affaire" (2), le remarquable livre de Jean-Denis Bredin qui fait l'objet d'une réédition. La revue "L'Histoire" publie en janvier un numéro spécial : "L'Affaire Dreyfus, Vérités et mensonges". Plusieurs nouvelles pistes y sont ouvertes mais toutes n'emportent pas l'adhésion, comme celles d'une manipulation des services secrets français dont Esterhazy aurait été l'agent. A noter les articles passionnants de Pierre Birnbaum et d'Henri Mitterrand sur l'antisémitisme dans l'armée, de Shlomo Sand sur le silence cinématographique sur l'affaire, et de Zola.

(1) Pour tous renseignements, tél. 89 40 38 91, fax 89 40 41 31
(2) Fayard-Le Seuil.

HISTORIQUE

Lénine et les "renégats"

Le 21 janvier 1994, Moscou ne commémorera pas l'anniversaire de la mort de Lénine. Le Kremlin aurait sans doute donné un lustre à ce 70e anniversaire si un événement imprévu n'était survenu : l'Etat dont Lénine a été le premier chef, l'URSS, a disparu en août 1991.

Le 21 janvier 1924, à 54 ans, s'éteignait le triomphateur d'Octobre. Il voulait conduire une révolution prolétarienne dans un pays au prolétariat naissant et a présidé aux destinées d'un empire. Il aura connu la prison et l'exil, la puissance du pouvoir et l'impuissance de la maladie -une attaque d'hémiplégie le privant finalement de la parole.

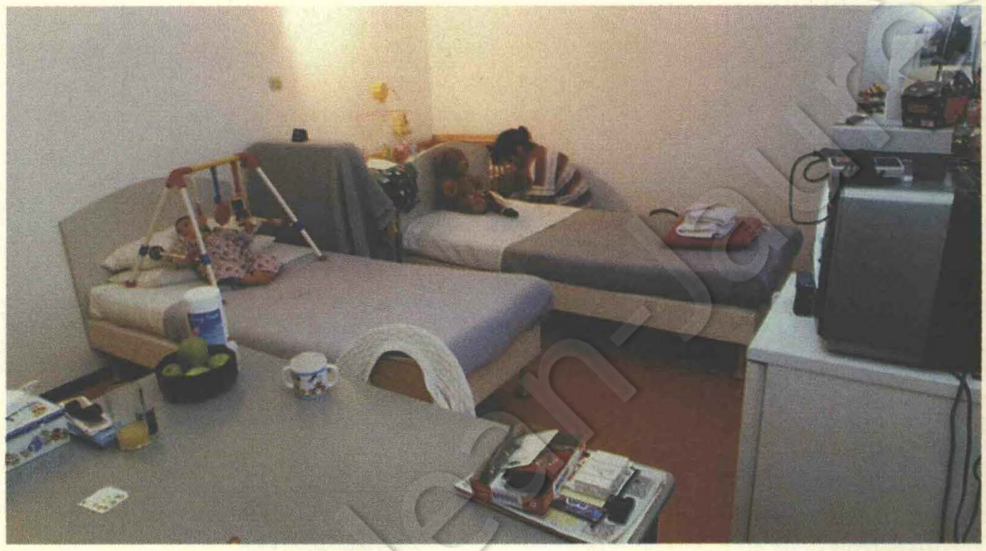
Rarement un être aura été autant glorifié, le léninisme s'accolant au marxisme comme doctrine obligée de millions d'hommes. De cet homme hier si aveuglé de lumières, qui a fait lever une si grande espérance, on n'entrevoit plus aujourd'hui que les zones d'ombre. L'émission de FR3 des "Brûlures de l'histoire", intitulée "De la révolution à la terreur", les détaillait : les premiers procès, c'était lui, la Tcheka, lui, le Guépeou, encore lui, les camps, aussi. Le mythe de la rupture historique entre Lénine et Staline, justifié par un testament réprobateur, s'effondrait. Mais puisqu'il faut revisiter l'histoire, revisitons-là. Ce jugement, certains -que Lénine qualifiait de renégats- l'ont proféré de son temps. Ils étaient sociaux-démocrates. Ils s'appelaient Bernstein, Kautsky. Dans leurs écrits, tout y est, de la critique de la dictature du prolétariat à celle de l'usage de la terreur. Et même la faillite économique et sociale qui, "tôt ou tard", allait engloutir l'expérience soviétique. "Lénine devrait savoir qu'en comparant la politique à la guerre, il porte le jugement le plus sévère sur les méthodes de la révolution bolchévique. Si la guerre contre le capital est des millions de fois plus difficile à mener que la guerre la plus incertaine, on était en droit d'exiger de ses généraux une connaissance plus approfondie des principes et des lois de l'économie politique, une préparation autrement plus complète que celle qui consiste à apprendre quelques citations, d'ailleurs tronquées, de Karl Marx. Parce qu'ici tout impair signifie non seulement des sacrifices en vies humaines, mais aussi une diminution importante du niveau de vie général", écrivait, en son temps, Edouard Bernstein.

Bernard Chaouat

Collection Archives

Hôtel social pour familles

Le premier hôtel social, destiné à venir en aide aux personnes en difficulté et ne pouvant accéder au logement social classique, vient d'ouvrir ses portes à Evry (Essonne). Il s'agit d'un centre d'hébergement provisoire d'urgence.



Cette résidence de 29 logements (1), située dans un quartier proche des commerces et des services publics, est gérée par la Sonacotra. Elle peut accueillir une cinquantaine de personnes. Elle a été réalisée en trois mois selon les techniques de construction développées par la chaîne Formule 1. L'opération a été menée en totale synergie avec la municipalité qui a mis rapidement un terrain à disposition. Coût de l'équipement : 7 millions de francs. Il a bénéficié d'un financement PLA spécifique, d'une subvention du conseil régional et de fonds propres de la Sonacotra.

L'hôtel social fournit un hébergement provisoire à des familles ou des célibataires qui, pour des raisons financières ou autres, ne peuvent plus momentanément accéder au logement social traditionnel. Les places sont attibuées par la ville dans le cadre du Plan d'occupation du patrimoine social qui permet de façon inter-communale, en liaison avec la préfecture, de repérer les gens en difficulté et d'assurer en outre un suivi social. "Les locataires paieront, après déduction de l'allocation logement de transition, 300 F par mois pour une personne, 500 F pour une famille monoparentale et 1.200 F pour une famille de quatre enfants", explique Jacques Guyard, député-maire d'Evry. "Cette offre de logement de transition est réellement accessible aux plus modestes, constate-t-il, mais il reste encore beaucoup à faire notamment pour les SDF."

Chrystie Lipani

(1) 8 chambres à 2 couchages,
18 chambres à 1 couchage,
3 appartements de 4 pièces, plus des services collectifs.

EPINAY-SUR-SEINE

Vivre la culture

Faire une maison du théâtre et de la danse qui aille au delà de la simple programmation de spectacles, un lieu qui permette de vivre la culture autrement, de se l'approprier, et qui fait cohabiter les publics, c'était un pari pour la ville d'Epinay-sur-Seine. Sous l'impulsion de son maire, Gilbert Bonnemaison, mais aussi de Bruno Le Roux, adjoint à la culture, ce pari désormais est gagné. Marine Broudic, directrice, et Nadine Varoutsikos, directrice artistique, dirigent un lieu culturel d'un genre nouveau. Certes, on y danse, on y joue, on découvre des artistes, mais l'échange va plus loin. Cette maison est une école de la citoyenneté. Enfants et adultes s'y expriment. La culture y devient souffle de liberté. "On commence à tout casser quand on ne peut plus mettre de mots sur ses propres maux" insiste Nadine. Cet équipement a aussi une dimension sociale. La saison 93-94 a pour thème "mémoire et identité". Deux mots-clés qui, ici, prennent un sens très fort. Un lieu innovant à découvrir !

Maison du théâtre et de la danse : 75/81 avenue de la Marne, 93 800 Epinay-sur-Seine, ☎ 48.26.45.00.

SAINT-ETIENNE

Le prix de l'eau déborde !

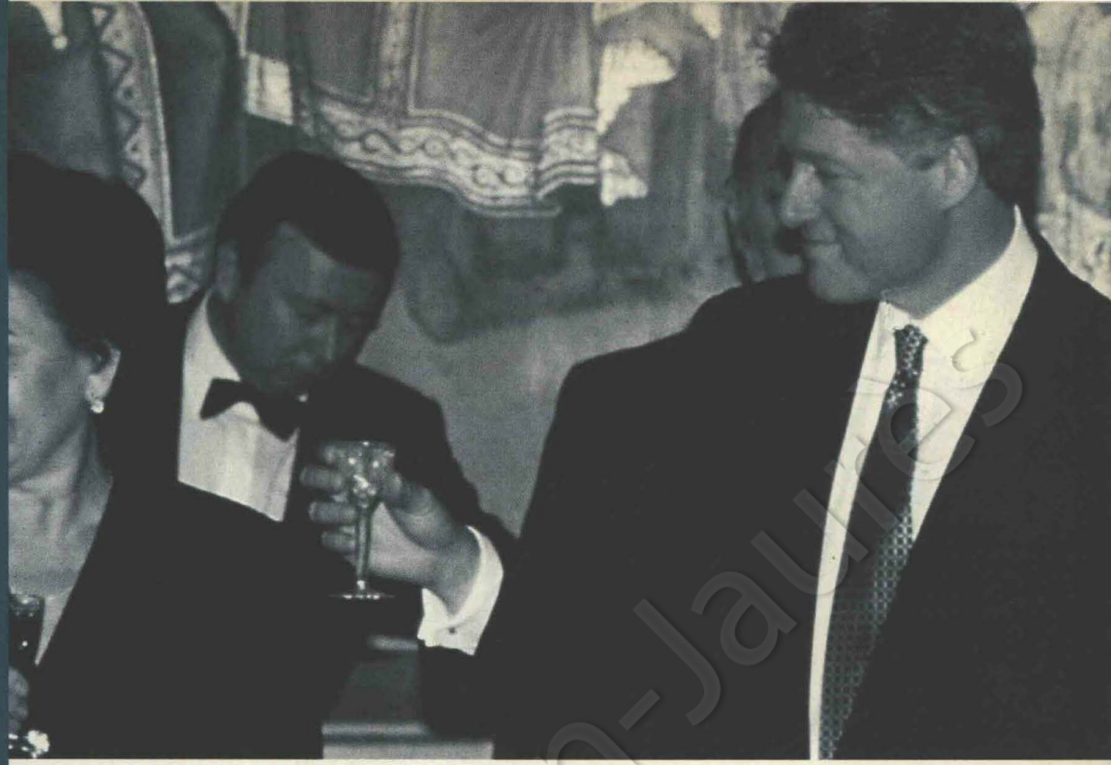
En quatre ans, les Stéphanois ont vu le prix de l'eau multiplié par deux fois et demie. Le m3 est ainsi passé de 3,38 à 7,90 F. Afin de défendre les intérêts des Stéphanois, les socialistes locaux ont contesté ces hausses à répétition ainsi que la privatisation du service, devant le tribunal administratif de Lyon.

La juridiction a donné raison aux socialistes, annulant ces augmentations et deux articles concernant la concession du service laissée à Lyonnaise Dumez et Générale des Eaux.

Le maire CDS, François Dubanchet, qui annonce qu'il ne se représentera pas en 1995, est dans l'impasse. Il vient d'ailleurs d'annuler un conseil municipal extraordinaire sur la gestion du service de l'eau.

Les socialistes appellent les Stéphanois à lui écrire pour demander le remboursement des sommes perçues en trop. Pour Jean-Louis Gagnaire, secrétaire fédéral du PS, "la fixation du prix d'un service public ne peut pas se faire sans référence au prix de revient. Cette décision de justice risque de faire jurisprudence."

Pour le premier anniversaire de son élection, Bill Clinton peut être satisfait. Il a su à la fois initier les réformes attendues par les Américains et réorienter le rôle de son pays dans le monde, sur le plan de l'organisation économique comme sur celui de la paix. Paix en marche au Proche-Orient. Paix aussi sur le continent européen, où, lors de sa première visite, et sous son impulsion, les moyens de la sécurité collective se sont renforcés. Alors que, paradoxe de l'histoire, la guerre s'intensifie en Bosnie-Herzégovine.



SOMMET DE L'OTAN

Clinton : me

Mission accomplie. C'est ce qu'a pu se dire Bill Clinton en rentrant à Washington. Le sommet de l'OTAN, premier grand test européen pour le président américain, s'est déroulé le plus convenablement du monde.

Fini le temps où certains Européens scandaient "US go home". En Europe occidentale, chacun se réjouit du pôle de stabilité que constitue l'OTAN. Même en France, le débat porte sur l'ampleur du rapprochement avec l'organisation atlantique et non plus sur l'utilité de cette dernière. Au delà de l'ancien rideau de fer, on ne rêve qu'à une chose : pouvoir y adhérer. Et de façon surprenante pour des pays qui proclament leur volonté d'entrer dans l'Union européenne, le modèle américain semble davantage faire rêver que ceux du continent. Les Etats-Unis sont parvenus avec le sommet de l'OTAN à réaffirmer -et à faire acter par leurs partenaires- leur rôle central pour la sécurité européenne, y compris après la chute du mur de Berlin et la disparition de la menace soviétique.

Les résultats du sommet

Les Etats-Unis ont proposé aux pays de l'ancien pacte de Varsovie qui l'ont finalement accepté, "un partenariat pour la paix". Des manœuvres communes seront organisées entre les forces de l'OTAN et les armées de ces pays, des officiers de liaison seront mis en place. Ce partenariat qui s'adresse à tous, Russie comprise, a un grand goût de verre à moitié vide pour la République tchèque, la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie qui demandaient (comme la Lituanie) une adhésion pleine et entière à l'OTAN. Après avoir accueilli favorablement et même encouragé ces demandes, Washington a fait marche arrière, se rendant compte du double inconvénient d'une telle opération. Elle aurait impliqué de garantir réellement la sécurité de ces pays, or les Etats-Unis n'y sont pas prêts. En outre, l'isolement et les dérives nationalistes de la Russie s'en seraient trouvés renforcés.

Coll. Fondation Jean-Jaurès



ntion bien

Le problème est que la volte-face américaine intervenant après les élections en Russie et l'explosion du phénomène Jirinovski, apparaît comme une reculade.
Sur la Bosnie-Herzégovine, le principe de frappes aériennes si les Serbes continuent à pilonner Sarajevo, a été réaffirmé. L'ouverture de l'aéroport de Tuzla et le dégagement de l'enclave de Sebrenica ont été décidés. Les Américains, réticents, ont accepté de voir figurer le dossier de l'ex-Yougoslavie au menu du sommet.
Mais l'élément capital du sommet est celui qui a le moins fait couler d'encre : c'est l'affirmation d'une identité européenne de sécurité et de défense. Fini le temps où les Américains raillaient ce concept, issu d'une initiative franco-allemande, et alors que les Britanniques et les Néerlandais freinaient des quatre fers. Clinton est beaucoup plus ouvert sur ce sujet que ne l'était Bush. François Mitterrand pouvait déclarer : "Ce qui a été arraché à Rome (en 1991) pour reconnaître l'identité européenne de défense paraissait parfaitement naturel à Bruxelles."
L'Union de l'Europe occidentale pourra voir mis à sa disposition des moyens militaires collectifs de l'OTAN permettant à ces deux organisations de mener conjointement ou séparément des opérations de maintien de la paix. Le mouvement est désormais irréversible mais la route sera encore longue.

Pascal Boniface

Ukraine : aide économique contre renoncement nucléaire

L'accord du président Kravtchouk pour que l'Ukraine renonce aux armes nucléaires est certainement le plus grand succès que Bill Clinton rapporte de sa tournée européenne. Pour autant, tous les problèmes sont loin d'être réglés.
Depuis 1989, la lutte contre la prolifération nucléaire a remplacé la lutte contre le communisme dans les priorités de la diplomatie américaine. Washington voulait surtout que l'éclatement de l'URSS ne débouche pas sur une augmentation des Etats possédant l'arme nucléaire. Or, outre la Russie, des armes nucléaires stratégiques étaient stationnées en Biélorussie, en Ukraine et au Kazakhstan.
La Biélorussie et le Kazakhstan allaient rapidement renoncer aux armes nucléaires. Se sentant menacée par la Russie, l'Ukraine estimait que les armes nucléaires demeuraient son ultime garantie. Avec 1.800 ogives stratégiques elle était la troisième puissance atomique mondiale, avec trois fois plus d'armes que la France et la Grande-Bretagne réunies.
C'est sa situation économique catastrophique qui a conduit l'Ukraine à accepter la demande des Américains de renoncer à l'arme nucléaire. En échange, les Etats-Unis proposent une aide d'un milliard de dollars.
Pour autant, il est loin d'être certain que le Parlement ratifie l'accord intervenu : les députés nationalistes crient déjà à la trahison. Plus que la puissance ukrainienne, on doit craindre sa faiblesse. Les Américains ne seront sans doute pas en mesure de garantir la sécurité de l'Ukraine demain. On peut dès lors redouter une montée des pressions de Moscou sur Kiev. Avec le risque de l'éclatement interne de ce pays sur fond d'antagonismes interethniques.

© Fondation Jean Jaurès

CLINTON, UN AN APRES

Réformes intérieures, succès externes

Dans les premiers mois de sa présidence, Clinton n'a guère été populaire chez lui, pour un président qui aurait dû bénéficier de l'état de grâce. Mais les Américains sont en train de se laisser convaincre.

Clinton dépasse les 60% de satisfaits, un an après son arrivée au pouvoir, alors qu'il avait recueilli moins de 40% des voix lors de l'élection triangulaire. Cette adhésion, gagnée à force de persuasion, est sans doute plus solide qu'un vague sentiment de sympathie pour un président jeune, à qui il faut "laisser sa chance".

Car le bilan de cette première année apparaît nettement positif. Tout d'abord, l'économie américaine redémarre. On prévoit une croissance de 4% pour 1994, sur la lancée d'un excellent quatrième trimestre 1993. Le chômage est à la baisse (moins de 7%), l'inflation étale, les taux d'intérêts au plus bas. Cela a été obtenu sans démagogie, à la différence des relances artificielles de Reagan, où la croissance dépendait de la montée de la spéculation immobilière ou boursière. Clinton, lui, a augmenté les impôts sur les revenus élevés et prôné un rôle plus grand de l'Etat dans l'économie, l'éducation, la santé, la recherche et les infrastructures. Objectif : réduire le déficit budgétaire américain, jusqu'ici financé par le reste du monde, et réorienter les dépenses de l'Etat en réduisant de façon draconienne les dépenses militaires. Mais surtout, il a initié une réforme fondamentale : celle d'un système de sécurité sociale pour tous, lié à une réforme des coûts du système de santé, n'hésitant pas à s'en prendre aux groupes de pression de la médecine libérale, qui font monter les prix des soins dans des proportions inacceptables.

Grand changement aussi : Bill Clinton a affirmé sa volonté de donner toute leur place aux femmes comme aux autres groupes marginalisés (Noirs, Hispaniques, Asiatiques, etc.) dans la société américaine. Il montre l'exemple dans le gouvernement, où quelques-uns des ministres les plus populaires sont des femmes. L'avortement va, dans certaines conditions, être remboursé par la Sécurité sociale, les homosexuels progressivement intégrés dans l'armée, etc. Révolutionnaire... avec intelligence et doigté. Clinton est aussi allé très loin dans la réforme des négociations commerciales mondiales. Il est convaincu de la nécessité et des avantages du libre-échange, meilleure façon, selon lui, de créer des emplois. Sa bataille, loin d'être gagnée d'avance, pour faire accepter le traité de libre-échange nord-américain par un congrès réticent, a montré qu'il était prêt à se battre pour ses convictions. Mais il est tout aussi clair qu'insensiblement l'objectif même du GATT et de l'ensemble des négociations internationales est en train d'être infléchi par la nouvelle administration



américaine. Primauté du politique : les critiques du vice-président Gore à l'égard du FMI pour sa politique russe faisaient plaisir à entendre au moment où la gauche européenne est étrangement silencieuse. Mais aussi primauté de la défense de l'environnement et des droits des travailleurs, thèmes fondamentaux des prochaines négociations menées au sein de l'Organisation des échanges mondiaux devant succéder au GATT. Lors de son passage à Bruxelles, Bill Clinton a déclaré, après sa rencontre avec Jacques Delors et Andreas Papandreou : "L'Occident ne peut pas diminuer les salaires et les garanties sociales pour créer des emplois, car cela réduirait les revenus et augmenterait l'insécurité... nous ne voulons pas voir l'effondrement de la classe moyenne." Quand un journaliste a suggéré qu'il parlait étonnamment comme un socialiste européen, il a ajouté : "Le président Delors et moi-même partageons beaucoup d'idées communes."

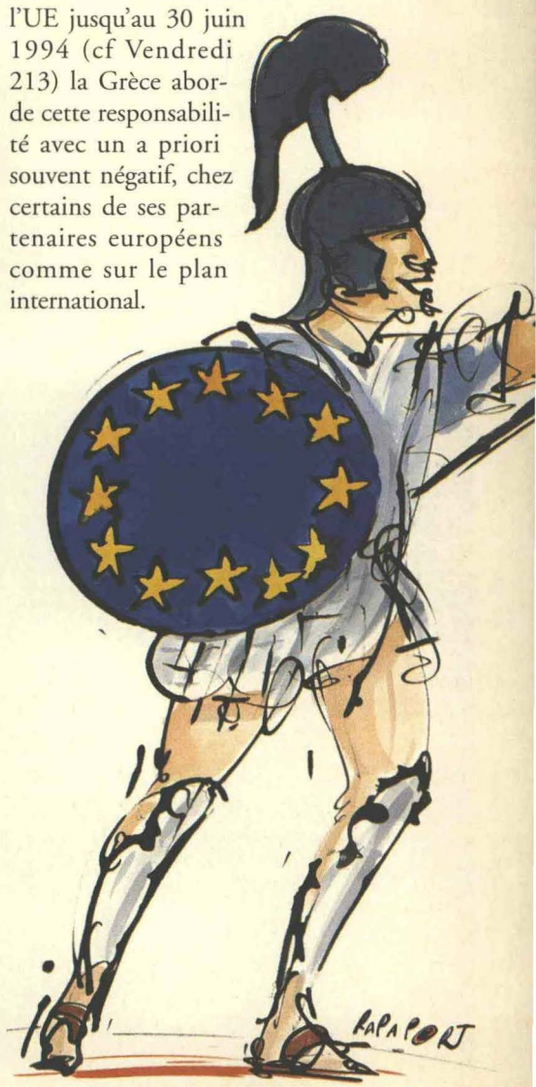
Axel Queval

PRÉSIDENTE D

La Grèce des Balka

Sous l'impulsion des socialistes, la Grèce doit aujourd'hui achever son entrée dans la modernité.

On ne connaît pas très bien, si ce n'est sur le plan touristique, ce pays méditerranéen, aux confins de la frontière Est de l'Union européenne, dont il est membre depuis 1981. Présidente en exercice de l'UE jusqu'au 30 juin 1994 (cf Vendredi 213) la Grèce aborde cette responsabilité avec un a priori souvent négatif, chez certains de ses partenaires européens comme sur le plan international.



E L'UE

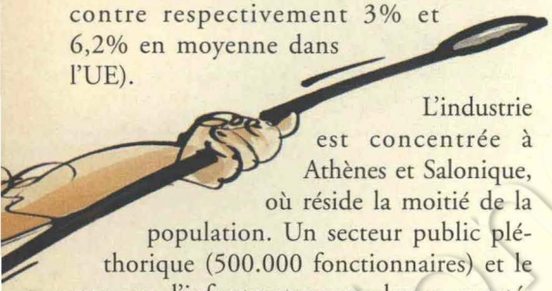
au cœur

ans



Plusieurs aspects spécifiques expliquent en partie cette mauvaise image, que le nouveau gouvernement socialiste issu de la victoire du Pasok aux élections législatives anticipées d'octobre 1993 semble vouloir rapidement redresser. Ainsi, après une campagne électorale marquée par des positions ultra-nationalistes, le climat politique intérieur semble plus serein, les dirigeants comme l'opposition retrouvant un discours plus responsable face aux défis auxquels est confronté leur pays.

Le premier est la poursuite du redressement de la situation économique. La dette publique représentait, en 1993, 117% du PIB. L'inflation, en baisse, atteint encore 12,3%, contre 3,8% en moyenne dans l'UE. L'agriculture pèse encore lourd (14% du PIB, 21% de l'emploi, contre respectivement 3% et 6,2% en moyenne dans l'UE).



L'industrie est concentrée à Athènes et Salonique, où réside la moitié de la population. Un secteur public pléthorique (500.000 fonctionnaires) et le manque d'infrastructures modernes caractérisent encore l'économie grecque, alors que le chômage (aux alentours de 10%) et le taux de croissance du PIB (+1,5% en 1993) se situent dans la moyenne des autres Etats de l'Union. Seule l'importance des crédits communautaires permet de réduire un déficit commercial lourd en raison de la croissance rapide d'importations intracommunautaires de produits manufacturés.

Le dialogue social engagé par le gouvernement devrait permettre de maîtriser des dérapages préjudiciables à une économie non dépourvue d'atouts (marché unique, mais aussi marchés potentiels bulgare, russe, roumain...) pour retrouver le chemin de la croissance, alors même qu'un plan de convergence strict en vue de l'UEM a été défini.

L'autre défi se situe sur le terrain diplomatique, celui que redoutent le plus ses partenaires européens, qui oublient parfois que la situation spécifique de la Grèce au cœur des Balkans explique bien des attitudes. Il est vrai que les débordements auxquels a donné lieu l'affaire du nom puis celle du drapeau de la République de Macédoine (problème non encore réglé) ont pu inquiéter. Mais la décision prise le 16 décembre dernier par six Etats de l'UE (Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas et Danemark) de reconnaître la République de Macédoine, a été ressentie avec amertume en Grèce.

Le différend gréco-turc, comme les relations parfois difficiles qu'ont eues dans le passé les socialistes grecs avec les Etats-Unis, et l'analyse du conflit bosniaque alimentent aussi les craintes des Européens. Conscient de ces difficultés, le Premier ministre, Andreas Papandreou, s'est voulu à plusieurs reprises rassurant, affirmant le comportement pacifique de son pays à l'égard de la Macédoine avec laquelle la coopération économique se poursuit, même si le dialogue est suspendu dans l'attente de "gestes de bonne volonté" de Skopje.

De bon augure est aussi le changement d'attitude positif semblant se dessiner vis-à-vis des Etats-Unis. En témoigne la cordiale rencontre entre Andreas Papandreou et Bill Clinton lors de sa tournée en Europe.

Enfin, seul pays balkanique de l'UE, la Grèce a une sensibilité particulière sur le conflit bosniaque dont elle suit l'évolution avec attention. Ne cachant pas ses sympathies pro-serbes et hostile à toute intervention militaire, elle soutient officiellement le plan de paix européen. Mais elle compte sur sa position spécifique pour jouer de son influence auprès des trois parties concernées.

En fait, l'exercice de la présidence de l'UE arrive au bon moment pour ce pays. Le renforcement de son ancrage européen devrait lui permettre à la fois de s'engager plus avant dans la modernité économique et de dépasser ses conflits traditionnels, notamment avec la Turquie, en développant au cœur des Balkans une action diplomatique tournée vers la recherche de la paix.

Ghislaine Toutain

EN BREF

- ***Si la première rencontre entre Bill Clinton et Hafez El Assad, à Genève le 16 janvier, n'a rien réglé dans les faits, une nouvelle impulsion au processus de paix a bien été donnée. Certes, Israël se montre circonspect sur le sens des propos du président syrien évoquant des "relations spécifiques normales" avec l'Etat hébreu. Mais l'important est la reprise probable des négociations bilatérales -suspendues depuis l'accord Jericho-Gaza- à Washington, le 24 janvier.***
- ***En Algérie, la violence n'en finit plus. Le 15 janvier, une Française, employée au consultat, Monique Afri, est assassinée. Les services des visas sont fermés pour l'instant. Solidaires, les onze autres consulats de l'UE ont observé une journée de deuil. Alors que des centaines de milliers de Kabyles défilaient notamment contre le terrorisme, l'armée faisait savoir qu'elle ne resterait pas les bras croisés. Un avertissement, à la veille de la conférence nationale du consensus que nombre de partis menacent de boycotter.***
- ***Les Italiens éliront un nouveau parlement, le 27 mars, deux ans à peine après les dernières élections législatives.***
- ***Le SPD vient de se déclarer favorable à l'octroi de la citoyenneté par le droit du sol. Une révolution pour l'Allemagne, où le droit du sang est la règle depuis 1913.***

TOUTES VOS ANNONCES

EMPLOI

Recherche une baby sitter disponible le soir et le week-end pour s'occuper et garder 4 enfants. Tél HB : 45 56 78 53

Recherche femme de ménage quatre heures par semaine dans le 18e arrondissement. Tél. : 46 06 40 32 ou 45 56 79 03

JE LOUE

• Immobilier

Recherche appartement à louer dans le 7e arrondissement, 7 pièces rénovées claires avec vue. Tél HB : 45 56 79 03

Loue appartement 48 M2 rue du Verbois dans 3e, 2 pièces cuisine américaine, sdb, 3e étage sans vis-à-vis, exposition sud. Prix 4.500 F hc au 46 02 48 19 après 20 h

Cherche à louer sans agence - grand studio ou 2 pièces - 17e - 18e - 3000 F. cc. Bonnes références - CDI Relations Publiques - Tél bureau : 41 18 85 94. Tél personnel : 43 31 80 13.

Cherche à louer sur Paris ou banlieue, studio ou 2 pièces - prix : 3000 F. maximum. Tél : 69 81 93 44.

JE VENDS

• Immobilier

A 50 m du métro Blanche, Paris 18e, 2e étage, dans immeuble ravalé, 2 pièces, 42 m2, refaites à neuf. Salon orienté sud + cuisine équipée + porte blindée + double vitrage + salle de bain avec fenêtre + douche et baignoire. Chauffage au gaz - nombreux placards - parquet. Calme et très clair - interphone - cave. Près des commerçants. Faibles charges (350 F/mois). Prix : 780.000 F.
Tél bureau : 48 57 30 30 - Tél personnel : 42 54 15 80.

A Massy (91), sur 380 m2 de terrain, pavillon de 150 m2. Double séjour : 30 m2 - 4 chambres - 2 cuisines - salle de bain - bureau - garage. Proximité école et tous commerces - gare RER à 5 min. Prix : 1.750.000 F. Tél : 69 81 93 44.

• Autos-motos

A vendre Range Rover, année 93, 4.800 km, neuf, parfait état, téléphone intégré. Prix 200.000 F. Tél : 42 84 14 12

Vends moto Transalp 600 CM3 Honda, année 1988, 30.000 km, prix 11.000 F. Tél HB : 43 07 11 20

Citroën DS Super 1971, 95.000 km, couleur vert d'eau avec dessus crème, intérieur vert. Bon état sauf pot à refaire. Prix 8.000 F. Tél HB : 43 07 11 20

Vends cause départ, Kawasaki 900, Ninja limited - noir et or - 4000 Km - 1ère main - état exceptionnel - Top case. Prix à débattre. Tél : 45 20 66 97.

DIVERS

Particulier vend les œuvres complètes de François Mitterrand
(12 volumes, état neuf) Editions Rencontres 2.500 F. (A savoir : cette première édition est épuisée). Contact : 43 26 88 57 (le soir).

**A vendre lecteur CDI - déc. 92 - état neuf - + 4 CDI série Beaux-Arts, valeur 6.100 F - prix 3.800 F.
Tél : 39 15 67 11.**

Achète au comptant tableaux, dessins, objets ethnographiques d'Inde. Tél : 46 06 40 32

Vends manteau de fourrure agneau façon castor, prix 6.000 F. Une veste renard lynxé, valeur 16.000 F prix 7.000 F. Les deux en taille 40, parfait état. Tél après 19 h au 30 55 92 46

Vends banquette-lit STEINER "Clic-clac" - 190 x 110 - haut 80 - housse velours lavable beige - 3000 F. Tél : 48 72 10 17.

Vends Amstrad - PC 2086/30 8 MhZ - unité centrale - disque dur 30 - programme word 5.5 - jeux. Prix : 1.500 F. Tél : 43 06 76 34.

LOISIRS

Toute personne intéressée par le lancement d'un club d'échanges de services généalogiques est invitée à prendre contact avec Marie-Nöelle Postic. Tél. : 45 79 50 83

Voyance par téléphone : Esora 42 02 08 00

ANIMAUX

Cherche chiot Golden Retriver pour famille pleine d'enfants et de gaieté. Tél 42 84 14 12 le soir

Cherche chiot Basset Hound, pour ma maman. Tél HB : 43 07 11 20

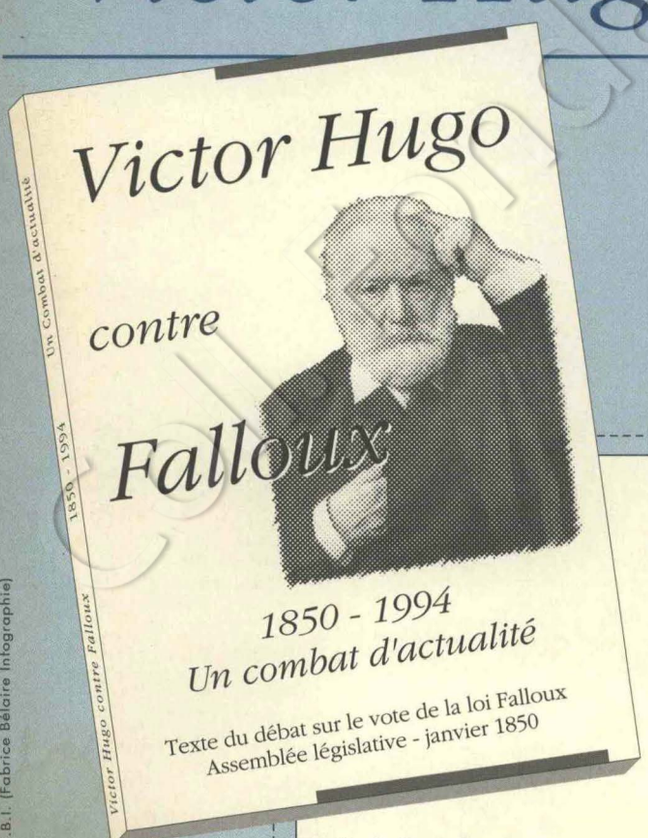
140.000 lecteurs consultent mon annonce

J'annonce dans "Vendredi" :

- 5 lignes de 26 caractères : **200 F**
- Caractères gras : + 100 F
- Encadré : +100 F
- Toute ligne supplémentaire : + 100 F

Adressez votre annonce, accompagnée de votre chèque libellé à l'ordre de "Vendredi", à "Vendredi", service publicité, 10 rue de Solferino 75007 Paris
45 56 79 03 / 45 56 78 56

Victor Hugo contre Falloux



1850 - 1994
Un combat d'actualité

Le texte complet du débat parlementaire.

80 pages

Une édition BOOMERANG COMMUNICATION.

• BON DE COMMANDE •

(à retourner à Boomerang Communication - 5, rue Maurice Denis - 75012 Paris)

Veuillez me faire parvenir ..... exemplaire(s) du livre « **Victor Hugo contre Falloux** » au prix unitaire de 30 FF + 5 FF de participation aux frais d'envoi, soit un total de ..... FF.

Nom : _____

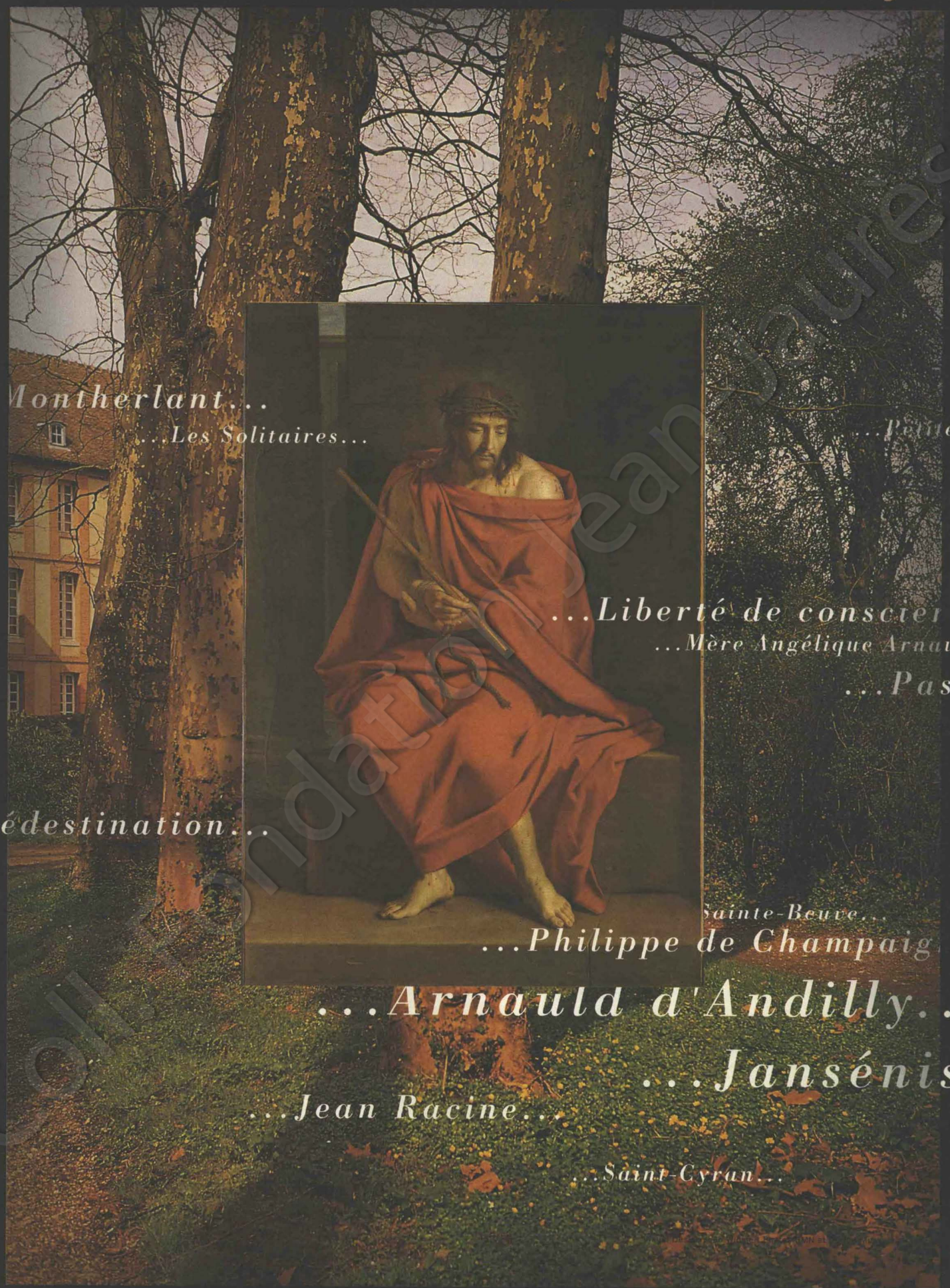
Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Ci-joint un chèque de ..... FF, à l'ordre de Boomerang Communication.

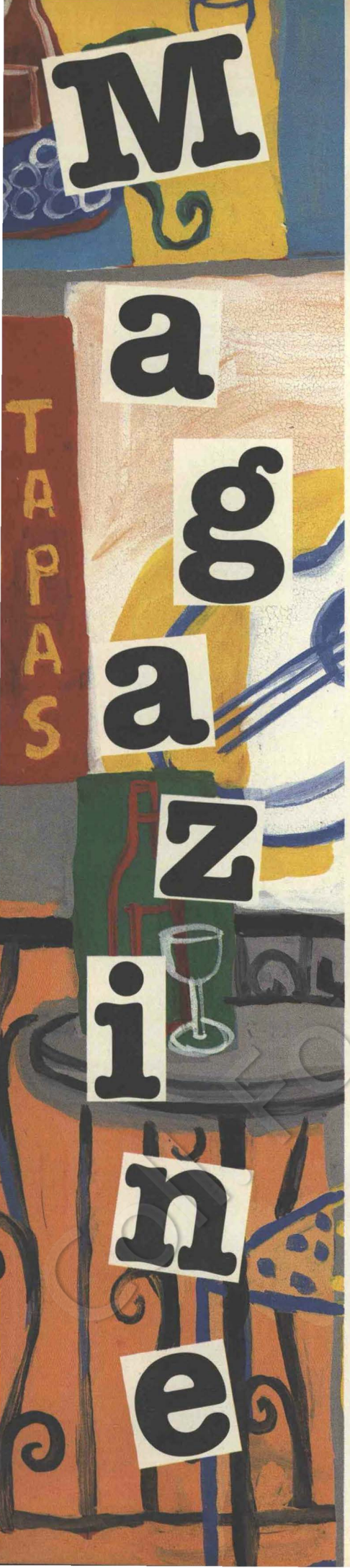
Maquette : F.B.I. (Fabrice Bélaire Infographie)

Musée national des **Granges de Port-Royal**



Collection Fondation Jean Jaurès

Saint-Quentin-en-Yvelines, 78114 Magny-les-Hameaux, tél (1) 30 43 73 05. Ouvert tous les jours sauf le mardi, de 10h à 12h et de 14h à 18h. Fermeture à 17h30, du 15 octobre au 1er mars



Expositions

Syrie, mémoire et civilisation



Donner à voir la Syrie, creuset de civilisations, mémoire d'Orient et d'Occident à travers des millénaires, à partir de quelque 400 objets, et rendre une telle exposition accessible à tous frisait la gageure. Cette progression dans l'épaisseur des âges évoque la marche de l'humanité le long d'un trajet en spirale. Partant du noyau originel, sombre et circulaire, des premières lueurs de la vie où les traces humaines ne sont que galets devenus outils et armes, on traverse le long tunnel trapézoïdal du néolithique qui peu à peu s'éclaire tandis qu'il se peuple de figurines sacrées et qu'émerge une organisation sociale avec la naissance des premiers Etats et l'invention de l'écriture.



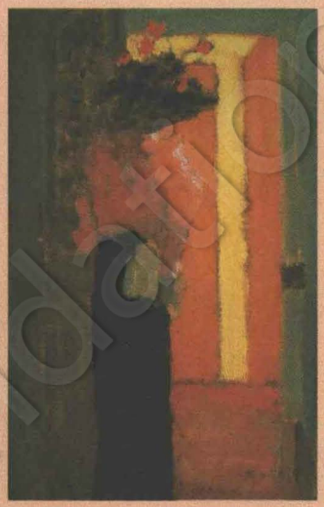
Déesse mère, 6e-5e millénaire av. J.-C.

De l'âge d'or des cités de Mari, Ebla et Ugarit, on parvient aux Araméens, puis c'est la Syrie gréco-romaine et byzantine avant de devenir musulmane.

Deux coups de cœur : une tablette d'argile datant de 2500 avant notre ère, élément des archives royales d'Ebla, les plus anciens documents actuellement connus, et le moulage du pied d'un enfant vivant au XIIIe siècle avant J.C., futur esclave vendu par son père et dont l'empreinte constitue le gage de la transaction.

Institut du monde arabe, ☎ 40 51 38 38
1 rue Des Fossés St-Bernard
75005 Paris. Jusqu'au 28 février.

Les Nabis et l'unité de l'art



"L'élégante" de Vuillard.

"Nabi", signifie prophète en hébreu. Métaphore choisie par de jeunes peintres, nés entre 1860 et 1870, qui préférèrent mettre l'accent sur l'esprit de leur création plus que sur la technique. Ce sont : Bonnard, Vuillard, Verkade le Hollandais, Rippl-Ronaï le Hongrois, Valloton le Suisse, et Maillol, Lacombe et Ibels. De Gauguin ils ont retenu synthétisme et symbolisme, de la vogue du japonisme, l'économie des formes. Désireux d'illustrer l'unité de l'art et de réconcilier l'artiste et l'artisan, objets et projets décoratifs, éventails, paravents, tapisseries ou papiers peints deviennent œuvres à part entière.

C'est l'expo du Grand Palais, interrompue pour cause de musée en péril, qui émigre au musée d'Orsay du 12 janvier au 12 février, session de rattrapage pour ceux qui ont raté la première.

Françoise Roby

Jusqu'au 12 Février au Musée d'Orsay.

Sciences

Stephen Hawking, son univers, son génie

Qui n'a pas lu "Une brève histoire du temps" ?

Stephen Hawking est, après Einstein, l'un des physiciens les plus brillants et les plus connus. Par la valeur de ses recherches sur le temps, l'univers, la structure de la matière, bien entendu, mais aussi par son œuvre de divulgation. Si, de plus, on prend en compte l'individu, sa volonté pour surmonter la terrible maladie qui le handicape, on n'est pas loin du mythe. "Trous noirs et bébés univers" (1) est la suite logique de son premier best-seller, aussi passionnant, aussi facile à lire par le dilettante. "Qui êtes-vous Mister Hawking ?" (2) retrace sa vie, ses passions, à travers des témoignages de ses proches et ses propres souvenirs.

Vanda Gervasio

Odile Jacob, (1) 210 p.,130 F, (2) 220 p., 130 F.

Fondation Jean Jaurès

COUPS DE CŒUR

La Russie dans tous ses états



- *A l'Odéon, "Les estivants" de Gorki, jusqu'au 27 février. "Baraque de foire" de Alexandre Blok, en mai. Puis en russe, "Roberto Zucco" de Bernard-Marie Koltès et, enfin, "Le phénix" de Marina Tsvetaeva, en septembre.*
- *Maison de la culture de Bobigny, "Claustrophobia" et "Gaudeamus", ou les désarrois de la jeunesse russe. Créations collectives des élèves du théâtre Maly et de l'Institut théâtral de Saint-Pétersbourg, jusqu'au 25 février.*
- *Aux Amandiers de Nanterre, "Tchekhov acte III", montage des actes III de "Oncle Vania", "Les Trois sœurs" et "La Cerisaie", en mars.*
- *Au théâtre du Rond-Point des Champs-Elysées, "Le grand inquisiteur" d'après "Les frères Karamazov", jusqu'au 30 janvier. "Boris Godounov" de Pouchkine, "Crime et châtiment" de Dostoïevski, jusqu'au 6 février.*
- *"Les chants des cosaques de Rostov", du 1er au 6 février.*
- *Au Rond-Point toujours, une exposition consacrée au peintre "Katia Medvedieva, grande primitive russe".*
- *Au Pavillon des Arts au Louvre, "l'Art populaire russe", jusqu'au 17 avril.*



Eléments décoratifs d'extérieur d'Ioba, région de Nijegord.

Cinéma

Kika, contre la télé à sensation



Un film explosif, au rythme trépidant du début à la fin. Un film inclassable, bien que reconnaissable par ses couleurs violentes et gaies, où le rouge domine, véritable marque de fabrique du cinéaste. Almodovar est, à 42 ans, l'auteur d'une œuvre très originale. Une dizaine de films dont "Femmes au bord de la crise de nerfs", "Attache-moi" et "Talons aiguilles". Constante apologie du désir et de la liberté, dans la lignée de Bunuel. Son slogan pourrait être "toujours plus". Plus d'érotisme, plus de meurtres, plus de provocation, plus de critique sociale.
Les femmes ont la part belle. Kika, l'héroïne, jolie maquilleuse, est débordante d'énergie et d'optimisme. Un vrai moulin à paroles. Son ennemie, Andréa (Victoria Abril, encore une fois extraordinaire), présentatrice-reporter d'un "reality show" intitulé "Le pire de la journée", est mue par un besoin compulsif de montrer les images les plus atroces et les plus immorales. La tête surmontée d'un casque-caméra, elle symbolise le marché télévisuel qui fait de la douleur d'autrui un spectacle. Morceau d'anthologie : le viol de Kika par l'inénarrable acteur de films porno évadé de prison. Grâce à cette scène cocasse, retransmise à la télé, Almodovar réalise, avec humour, la plus violente critique de la télévision à sensation qu'on ait jamais produite.

Claude Polak

Télé

Reality Show

Aux prochains "7 d'or", Sarajevo devrait remporter la palme du meilleur reality-show. Le 10 janvier sur France 2, Cavada a fait dialoguer Azem et sa maman. Azem, 15 ans, blessé par les balles serbes, est à Paris, paralysé, sur un fauteuil roulant. Sa mère reste en enfer. "Mon fils, mons fils, nous allons tous très bien", balbutie-t-elle, le regard dans le vide. La semaine précédente, sur TF1, Jean-Pierre Foucault, à "Sacrée soirée", nous avait invités aux retrouvailles de Zlata et de sa copine. Zlata, 13 ans, rescapée de Sarajevo, auteur d'un journal récemment publié en France, était sur le plateau, sa copine prisonnière là-bas.
Alors, à qui la palme ? A Cavada, pour le final de son émission : un hôpital de Sarajevo, une femme guidant sa petite fille amputée d'une jambe. Le tout sur fond de requiem. Que la douleur est belle ainsi mise en scène ! Et nous, téléspectateurs, quel rôle jouons-nous, voyeurs dont la gêne se mêle de trouble fascination ? Le mot de la fin revient au cardinal Lustiger : "Ils sont des bêtes dans une cage, qu'on regarde et qu'on abat." Une sorte de ghetto de Varsovie, "mais, là-bas, il n'y avait ni télé ni troupes alliées armées sur place."

Evelyne Le Garrec

Livres

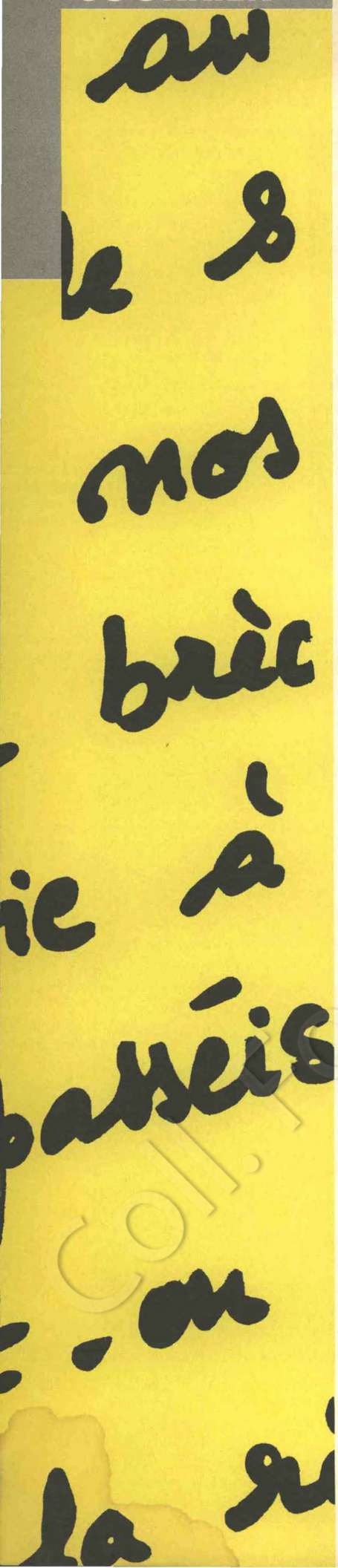
"Mère et fille"

Quand passé et présent se fondent, quand vivants et morts se rejoignent, on atteint un ailleurs en forme d'autrefois, univers des êtres vieillissants. Alors, "les événements s'échappent de bancs de nuages pour remonter à la surface entremêlés, non par l'ordre de la vie mais par les méandres de la mémoire et de la vérité". C'est là que se tiennent Marianna, la mère, que raconte Sonia, la fille. Elles s'aiment et cheminent dans "cette zone magique où se dissolvent les énigmes, et où, de ce néant formé par les péripéties de la vie, émerge l'essentiel", l'amour.
Francesca Sanvitale, Salvy. 343 p.,140 F.

"L'homme déshabillé"

Encore une mère et sa fille. Des relations de symbiose plus que de simple amour. Et un homme incroyablement ordinaire happé par l'engrenage de leurs relations compliquées. Etrange. Plus amoral qu'immoral. Plus ingénu que pervers. Le premier roman d'une jeune Américaine qui a su transcender sa crise d'adolescence au moyen de l'écriture, et l'a fort bien réussi.
Amanda Filipacchi, R.Laffont, 270 p., 109 F.

collection Jean-Luc



L'école de tous

Apporter de l'argent public à ceux qui ont choisi pour leurs enfants (pas tous ; les leurs, exclusivement) une école privée, c'est subventionner non seulement les PTT, mais encore les sociétés de messageries privées, non seulement la SNCF, mais les transporteurs indépendants, la RATP, mais également les chauffeurs de taxis, puisque le raisonnement est le même : "J'ai choisi une école privée pour mon enfant et je veux payer moins pour arriver en toute sécurité, plus confortablement et plus vite, avant les autres" ; c'est subventionner, pour des raisons de sécurité, non seulement la police nationale mais encore des milices privées qui plairaient à tel ministre en poste, voire à tel hypothétique Premier ministre...

Or une école privée est une entreprise. Elle peut faire faillite comme toute entreprise privée. Si elle ne respecte pas les règles de sécurité, elle doit simplement être fermée de même que l'on ferme tout restaurant qui ne respecte pas les mesures d'hygiène (sécurité du consommateur).

Toucher à l'école publique, c'est toucher à la République. ■

Bernard Christian
(84) Puyméras

Religion à la carte ?

Dans l'Evangile, le Christ dit essentiellement aux hommes : "Aimez-vous les uns les autres... soyez unis, comme mon père et moi sommes unis..."

L'école privée catholique justifie son existence surtout par le fait qu'en tant que catholique on doit donner à ses enfants un enseignement religieux catholique. Ne serait-il pas préférable et plus conforme à l'Evangile qu'il n'y ait qu'une école, (vrai service public pour tous), dans laquelle seraient donnés, dans de bonnes conditions, des cours d'enseignements religieux catholiques et protestants, (les deux principales religions nationales), ouverts à tous, mais facultatifs, pour les parents qui désirent que leurs enfants reçoivent un tel enseignement ? Une telle demande devrait aujourd'hui être aisément acceptée par la grande majorité de la population française. ■

F. Brugel
(95) Sannois

127 F par classe

Notre participation au mouvement en faveur de l'école publique est d'autant plus nécessaire que son objet est d'éviter que :

- *l'Etat puisse financer, à travers les établissements privés, un "regard chrétien sur le monde, y compris en mathématique ou en physique" selon les mots du père Cloupet lui-même*
- *l'école ne devienne définitivement à deux vitesses avec une école à 92,55% catholique, réservée majoritairement à une élite issue d'une sélection sévère à l'entrée ; une école publique qui accueille tous les enfants avec leurs différences.*
- *les collectivités territoriales soient dans l'obligation d'aider budgétairement les établissements privés sans aucun contrôle des marchés publics ni aucune récupération de TVA, et avec une surcharge financière intenable inévitablement répercutée sur les contribuables ou prise nécessairement sur les crédits de l'éducation nationale en dépit de l'aumône offerte par Edouard Balladur : 500 MF par an sur cinq ans pour l'ensemble de l'hexagone et de l'Outre-Mer (environ 100 départements).*

Somme en apparence énorme, en réalité dérisoire pour ne pas dire blessante si elle est ramenée à des proportions locales. Par exemple, pour une ville telle que la nôtre -qui compte dix écoles et collèges relevant de la fonction publique- cela donne 1.500 F par établissement ou 127 F par salle de classe ou d'activité ! ■

J.-F. Forest
(71) Gueugnon

Discrimination

Souvenons-nous d'un reportage de TF1 à Givors (près de Lyon). Il y a une interview d'un proviseur d'école privée. Elle a fait comprendre aux journalistes qu'elle pouvait très bien refuser d'inscrire un élève du fait de ses origines. C'est intolérable ! Nous ne pouvons pas ne pas réagir face à cela. Je ne souhaite pas que l'Education nationale prenne modèle sur les USA. L'école publique doit s'améliorer et rester un enseignement de qualité, accessible à tous, sans aucune discrimination. ■

Hélène Viel
(37) Tours

Vendredi

30%

DE RÉDUCTION
SUR UN ABONNEMENT
1 AN 280 F

Pour recevoir Vendredi retournez-nous le bulletin ci-dessous au 10 rue de Solferino, 75007 Paris, Service lecteurs Vendredi.

☐ Mme. ☐ Mlle. ☐ M.
Nom.....
Adresse.....
..... Ville.....
Code postal ☐☐☐☐☐ Signature :

Vous réglerez plus tard, à réception de facture.

Zao Wou-ki



Zao Wou-ki, le plus célèbre des peintres chinois contemporains en Occident, fut l'ami de René Char et d'Henri Michaux. A propos de ses encres de Chine, de ses lavis et de sa peinture abstraite, on a évoqué un "miracle de symbiose de l'Orient et de l'Occident".

Né en Chine en 1921, vous vous êtes installé à Paris en 1948. Votre originalité, c'est cette confluence entre l'art chinois, en particulier la calligraphie, et l'abstraction moderne européenne.

Je suis entré à l'école des Beaux-Arts de Hangzhou à quatorze ans. Six ans comme élève, puis six ans comme assistant. En 1948, j'ai décidé de partir à l'étranger pour apprendre autre chose. Mon choix s'est porté sur la France, car la peinture moderne américaine n'existait pas encore et le Japon m'était interdit, la guerre venant juste de se terminer. J'ai débuté par le figuratif. Jusqu'en 1953, le tableau était, pour moi, une question de sujet plus qu'un problème pictural. Fallait-il peindre deux ou trois bateaux, ou une nature morte ? Comme cela devenait ennuyeux, j'ai voulu aller plus loin, et je me suis tourné vers l'abstraction. Paradoxalement, c'est à Paris que je suis revenu à mes origines profondes. Quand on est dans son pays, on ne le connaît pas réellement. Quand on en est éloigné, on commence à le comprendre un peu mieux.

C'est dans vos encres de Chine qu'on perçoit le plus vos origines orientales. Dans votre "Autoportrait" (1), vous vous interrogez : "Comment représenter le vide ? Comment représenter le vent ?" Questions bien singulières !

Le vent est une réalité, l'air qu'on respire aussi. Il existe, mais on ne le voit pas. Le vent, on en a le témoignage quand il touche les arbres. Voilà les choses que je veux traduire. En Chine, quand on commence l'école, à six ans, on est obligé d'apprendre la calligraphie, tous les jours, pendant deux heures. L'écriture est une chose très importante, qui témoigne de votre éducation. Cela m'a donné la chance d'apprendre à dessiner autrement. Dans une encre de Chine, il y a des repos, des silences, à côté de ce qui est chargé. Ce qui est important, c'est l'espace. Si je travaille sur du papier de Chine, l'espace est naturellement réalisé par la touche d'encre sur ce papier. L'encre de Chine est un travail immédiat. Ça peut réussir ou ça peut rater. La peinture à l'huile, c'est différent. Il faut beaucoup travailler pour obtenir un espace vécu et riche.

> Le vent est une réalité,
> l'air qu'on respire aussi (...)
> Voilà les choses que je veux traduire.

Vous êtes un ami de Ieoh Ming Pei. Que pensez-vous de sa réalisation du Grand Louvre ?

On ne peut pas faire mieux. Il s'est donné beaucoup de mal, mais le résultat est exceptionnel. Maintenant, c'est le plus beau musée du monde. Plus important que le Metropolitan Museum de New York. On a envie d'entrer. Les salles sont très belles, on est attiré par l'espace. C'est en même temps beau et familier, ce n'est pas un musée cérémonieux. Evidemment, maintenant, il me faut chercher le nouvel emplacement des tableaux que j'aime, Rembrandt, Vermeer, Tintoretto, Cimabue, Poussin.

Vous êtes retourné en Chine, cette année. Quels changements y avez-vous trouvés ?

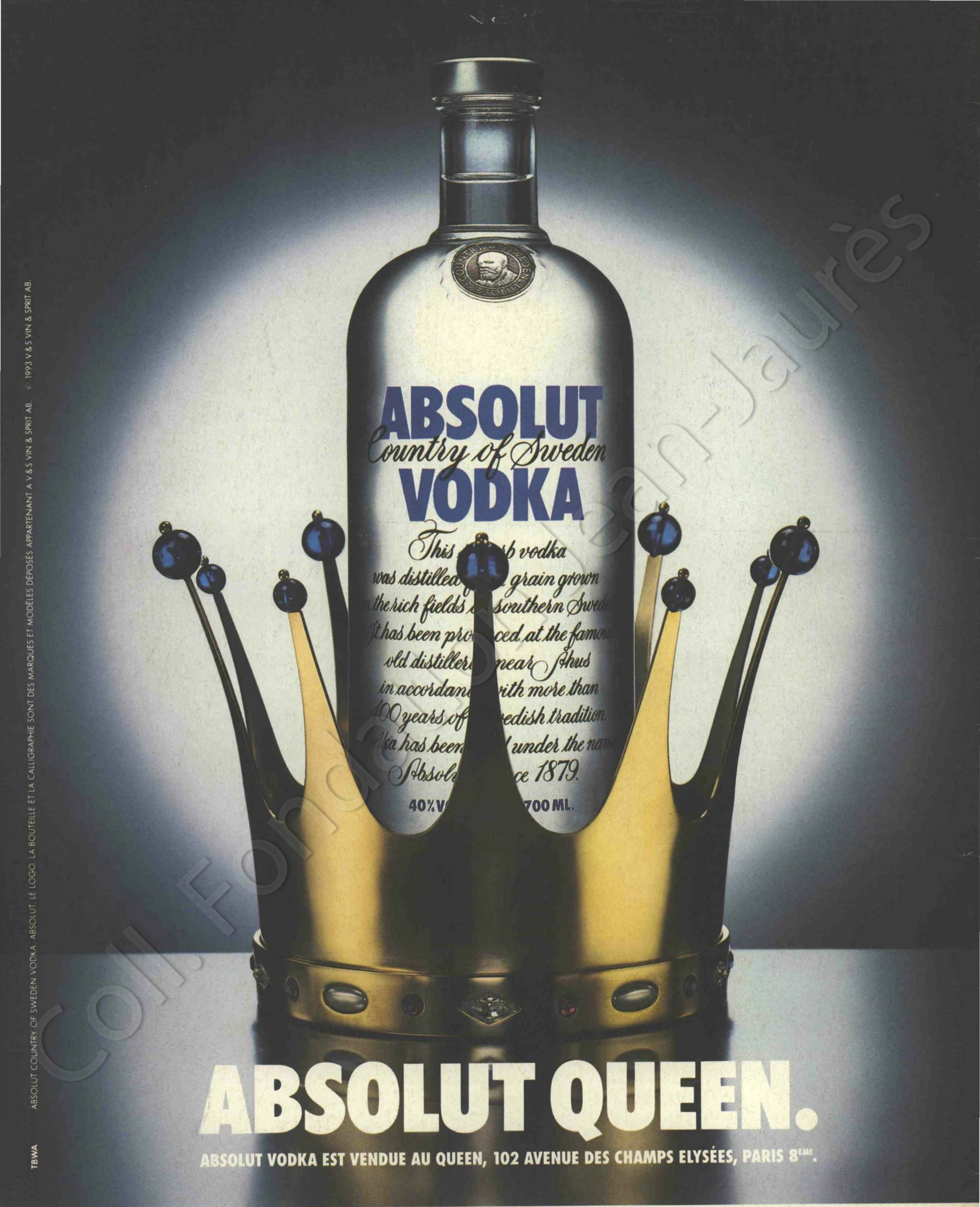
Beaucoup de changements, par rapport à mon voyage en 1985. A cette époque, la peinture était encore très influencée par le réalisme socialiste car les artistes avaient fait leur apprentissage en Union soviétique. Actuellement, ils essaient de changer. A Paris, à la cité des Arts, la Chine a trois ateliers. Un certain nombre d'étudiants ou de jeunes professeurs travaillent donc ici. Les Chinois sont maintenant très curieux de peinture abstraite. Pierre Soulages expose cette année à Pékin. Lors de mes expositions en Chine, beaucoup de jeunes viennent copier mes tableaux, au crayon. Espérons qu'ils ne vont pas retomber dans le même piège que lorsqu'ils ont copié le réalisme socialiste, ni faire trop de faux Zao Wou-ki !

La vie aussi a changé. Dans les villes, il y a beaucoup d'hôtels, de touristes et d'hommes d'affaires. L'expansion économique est impressionnante : 14 à 16% par an. Il y a beaucoup de commerces. Cardin a maintenant plus de vingt restaurants et magasins de vêtements, rien qu'à Pékin. Le gouvernement chinois ne limite pas cette évolution, il l'encourage plutôt. Politiquement, c'est un autre problème. Je crois qu'il veut aller plus lentement. Pour éviter un désordre semblable à celui de la Russie. Avec un milliard 200 millions d'habitants, ce serait difficile à contrôler !

Propos recueillis par Claude Polak

(1) Fayard, 211 p., 98 F, 1988.
D'autre part, Claude Roy a publié un superbe livre illustré, aux Editions du Cercle d'art. 213 p., 445 F., 1992.
En France, on peut voir des œuvres de Zao Wou-ki à Paris (Musée d'art moderne) et dans les musées de Valence, Montauban, Le Havre, Châteauroux, Metz, Lyon et Colmar. Enfin, à Nice, Galerie Sapone, jusqu'au 31.1.94.

Bibliothèque Jaurès



ABSOLUT QUEEN.

ABSOLUT VODKA EST VENDUE AU QUEEN, 102 AVENUE DES CHAMPS ELYSÉES, PARIS 8ÈME.

TBWA ABSOLUT COUNTRY OF SWEDEN VODKA. ABSOLUT, LE LOGO, LA BOUTEILLE ET LA CALLIGRAPHIE SONT DES MARQUES ET MODÈLES DÉPOSÉS APPARTENANT A V&S VIN & SPRIT AB. © 1993 V&S VIN & SPRIT AB.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

Collection Fondation Jean-Jaurès